



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FEVRIER 2017

N°01

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du jeudi 09 février 2017	07
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	490

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI 09 FÉVRIER 2017

N° 17-1-1 PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES MERCREDI 23 ET JEUDI 24 NOVEMBRE 2016

07

N° 17-2-1 PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE CRÉATION DU PARC NATUREL MARIN DE MARTINIQUE

09

N° 17-3-1 PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)

12

N° 17-4-1 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES AÉRONEFS

14

N° 17-5-1 PORTANT EXONÉRATION DE TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES, DANS LE CADRE DU RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ DE CONSOMMATION DE CARBURANT POUR LES NAVIRES DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

16

N° 17-5-2 PORTANT EXONÉRATION DE TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES, DANS LE CADRE DU RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ DE CONSOMMATION DE CARBURANT POUR LES COMPAGNIES MARITIMES INTÉRIEURES ET INTERNATIONALES

19

N° 17-5-3 PORTANT EXONÉRATION DE TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES, DANS LE CADRE DU RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ DE CONSOMMATION DE CARBURANT POUR LES NAVIRES DES AUTORITÉS PUBLIQUES, DES SERVICES DE SECOURS ET DE SAUVETAGE EN MER ET UTILISÉS DANS LE CADRE DE LEURS MISSIONS DE SERVICE PUBLIC

22

N° 17-6-1 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ENTREPRISE BCMB ALBA POUR LA CRÉATION ET COMMERCIALISATION D'UN WHISKY PREMIUM VIEILLI DANS DES FÛTS DE RHUM EN MARTINIQUE

25

N° 17-7-1 PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2016-2010 DU 30 DÉCEMBRE 2016 FIXANT LES MODALITÉS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE DES NON-SALARIÉS AGRICOLES POUR LES ANNÉES 2016 À 2018 EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, À SAINT-BARTHÉLÉMY ET À SAINT-MARTIN

35

N° 17-8-1 DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-9-1 PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE

37

N° 17-10-1 PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX MODALITÉS D'ENTRÉE ET DE SORTIE DE FLOTTE DES NAVIRES DE PÊCHE PROFESSIONNELLE ET MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITÉ NATIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS

39

N° 17-11-1 DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-12-1 DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-13-1 DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-14-1 DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-15-1 PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU PATRIMOINE MONDIAL, AUX MONUMENTS HISTORIQUES ET AUX SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES ET MODIFIANT DIVERS CODES

41

N° 17-16-1 DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-17-1 PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT DES DISPOSITIONS DU LIVRE VII DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER RELATIVES À L'INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (IEDOM)

43

N° 17-18-1 PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX

45

N° 17-19-1 PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DES ARTISTES DE LA DÉLÉGATION MARTINIQUE À LA 12ÈME ÉDITION DE LA CARIFIESTA EN HAÏTI DU 21 AU 30 AOUT 2015

47

N° 17-20-1 PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'UN ARTISAN FORMATEUR POUR LE SALON DE L'INDUSTRIE DU PARA-FIEPA (FÉDÉRATION DES INDUSTRIES DE L'ÉTAT DU PARA) À BELÉM (BRÉSIL)

49

N° 17-21-1 PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) RELATIVE AU TRANSFERT DE DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES RELEVANT DU DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR

51

N° 17-22-1 PORTANT AVIS SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION RELATIVES À DES SERVICES DE RADIO DANS LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

53

N° 17-23-1 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE AU TITRE DE L'AIDE À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉ À L'ENTREPRISE O'PLAISIR

55

N° 17-24-1 PORTANT RÈGLEMENT DU COMPLÉMENT DE PRIMES ET DE FRANCHISES DE LA POLICE RESPONSABILITÉ CIVILE DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE - COMPLÉMENTS DE PRIMES POUR LES ANNÉES 2012 ET 2013-FRANCHISES 2010 À 2013 -MARCHÉ 10-007 (LOT 1) EXÉCUTÉ PAR LE CABINET NAYARADOU COURTIER DE L'ASSUREUR GAN

65

N° 17-25-1 PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION RELATIVE À L'ACCUEIL D'UN COLLECTEUR MAJEC DE L'IGN PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET À SA MISE À DISPOSITION

71

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER - 2017

N° 17-26-1 PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIETE ORANGE SA 84

N° 17-27-1 PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SODEM AU TITRE DE L'OPÉRATION « CONSTRUCTION DU LYCÉE NORD CARAÏBE AU LIEU-DIT CHEVAL BLANC À BELLEFONTAINE » 89

N° 17-28-1 PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 98

N° 17-29-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AIDES TERRITOIRE D'ACTION MARTINIQUE 100

N° 17-30-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA TOLÉRANCE, LE TRAITEMENT, LA RÉINSERTION, L'AIDE ET L'INFORMATION DES TOXICOMANES ET DE LEURS FAMILLES (ATTRAIT) 109

N° 17-31-1 PORTANT MISE EN OEUVRE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU DISPOSITIF D'AUTORISATION DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (SAAD) 118

N° 17-32-1 PORTANT VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE LA MARTINIQUE AU FINANCEMENT DE LA «MÉTHODE D'ACTION POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES D'AIDE ET DE SOINS DANS LE CHAMP DE L'AUTONOMIE » (MALA) AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 120

N° 17-33-1 PORTANT RECONDUCTION DU DISPOSITIF CADRE DE L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA) MISE EN OEUVRE DE LA RÉFORME DE L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE MISE EN PLACE DE TARIFS DIFFÉRENCIÉS 125

N° 17-34-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT FORMULÉE À L'ASSOCIATION « LA SAINTE FAMILLE » POUR L'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU CENTRE SOCIO-ÉDUCATIF « HUBERT MONTLOUIS » (MECS ET POUPONNIÈRE) DE GASCHETIE 127

N° 17-35-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SMHLM DANS LE CADRE DE TRAVAUX À LA MAISON DE RETRAITE LE LOGIS SAINT-JEAN 136

N° 17-36-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL « CAEFP LA CLAIRIÈRE » 145

N° 17-37-1 PORTANT PASSATION D'UN AVENANT N°4 À LA CONVENTION RELATIVE À LA GESTION DE L'AIDE PERSONNALISÉE DE RETOUR À L'EMPLOI (APRE) 154

N° 17-38-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL « LA RUCHE » GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » 158

N° 17-39-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION SOINS SUD CARAÏBE MARTINIQUE (ASSCAM) POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ET L'ÉQUIPEMENT DU CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES À SAINTE-LUCE 166

N° 17-40-1 PORTANT PROLONGATION DU DISPOSITIF DE TITULARISATION DE LA LOI DU 12 MARS 2012 DITE « LOI SAUVADET » 175

N° 17-41-1 PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DE M. PHILIPPE JOSEPH, INTERVENANT TECHNIQUE ET REPRÉSENTANT DU CONSEIL RÉGIONAL À LA CONFÉRENCE SUR LA BIODIVERSITÉ DU 20 OCTOBRE 2015 177

N° 17-42-1 PORTANT MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE VIDÉO PROTECTION SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU GROS-MORNE 179

N° 17-43-1 PORTANT AUTORISATION DE LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA DÉLIBÉRATION N°12-921-1 /MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION W 12-921-1 ET AUTORISATION DE PASSER UNE NOUVELLE CONVENTION 181

N° 17-44-1 PORTANT ANNULATION DE L'ADOSSEMENT DE LA GRAPPE D'ENTREPRISE INOVAGRO AU PÔLE AGROALIMENTAIRE RÉGIONAL DE MARTINIQUE (PARM) MODIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDÉE À INOVAGRO MODIFICATION DE LA PÉRIODE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14-1192-1 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA GRAPPE D'ENTREPRISE INOVAGRO AUTORISATION À SIGNER UNE NOUVELLE CONVENTION 183

N° 17-45-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT DE FRANCE POUR L'ORGANISATION DE LA 32ÈME ÉDITION DU SEMI-MARATHON INTERNATIONAL 189

N° 17-46-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINIQUE SURFING AND SAILING TEAM (MSS TEAM) POUR LA MARTINIQUE SURF PRO 2017 194

N° 17-47-1 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ DES COURSES DE MADININA POUR LE 2ÈME GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 199

N° 17-48-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DE BOXE DE LA MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE WBF 204

N° 17-49-1 GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 70% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 299 000,00 €, DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE LA RENAISSANCE AU CARBET 209

N° 17-50-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 60% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 590 200,00 € DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 82 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE TL-JACQUES AU SAINT-ESPRIT 237

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER - 2017

N° 17-51-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 60% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL 478 400,00 €, DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CON FORTEMENT SISMIQUE DE 94 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE ARAWAKS AU MARIN 265

N° 17-52-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 60% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 265 200,00 €, DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE LA MICHÈLE AU MARIN 293

N° 17-53-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 187 270,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX (32 LLS ET 15 LLTS) SITUÉS RUE DE LA GLACIÈRE À FAUBOURG LA CAMILLE QUARTIER SAINTE THÉRÈSE À FORT DE FRANCE 311

N° 17-54-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 867 602,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX (5 LLS ET 7 LLTS) RÉSIDENCE ARMANTINE ROUTE DE REDOUTE- QUARTIER DESAIX À FORT-DE FRANCE 339

N° 17-55-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 40% DU MONTANT DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 8 214 152,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 87 LOGEMENTS SOCIAUX (80 LLS ET 7 LLTS) AU LIEUDIT« ZAC ÉTANG ZABRICOTS » À FORT DE FRANCE 367

N° 17-56-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 642 514,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 25 LLS ET 6 LL TS AU LIEU-DIT « ROUTE DE MOUTTE » À FORT DE FRANCE 396

N° 17-57-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 70% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 299 421,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 21 LLS ET 6 LLTS AU LIEU-DIT « 31 RUE DES GESTRAMS » AUX ANSES D'ARLET 423

N° 17-58-1 PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 60% DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 4 466 507,00 € DESTINÉS À LA CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 20 LLS ET 20 LLTS AU LIEU-DIT« VIVE», LORRAIN 450

N° 17-59-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS LES AMANDIERS POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0002061 «RÉALISATION D'UN PROJET D'APPART'HÔTEL» 460

N° 17-60-1 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE DES EAUX DE SOURCE (SOMES) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0005451 «EXTENSION D'UN BÂTIMENT INDUSTRIEL ET ACQUISITION D'UNE LIGNE D'EMBOUEILLAGE D'EAU DE SOURCE ET D'ÉQUIPEMENT (SOMES)» 475

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRETE N°2017-PAM-1 PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME FRANCINE CARIUS CONSEILLÈRE À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE POUR REPRÉSENTER LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS DE LA MARTINIQUE (CNAM)ARRÊTÉ 491

ARRETE N°2017-PAM-2 PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION DE COORDINATION DANS LES DOMAINES DE LA PRÉVENTION, DE LA SANTÉ SCOLAIRE, DE LA SANTÉ AU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE 492



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

13 MARS 2017



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉLIBÉRATION N° 17-1-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES MERCREDI 23 ET JEUDI 24 NOVEMBRE 2016

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des mercredi 23 et jeudi 24 novembre 2016, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

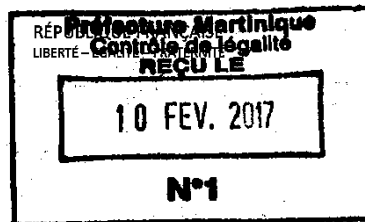
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 13 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-2-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE CRÉATION DU PARC NATUREL MARIN DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, et le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, notamment son article 23 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande d'avis formulée par le Préfet de Martinique par courrier en date du 12 décembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 6 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique émet un avis favorable sur le projet de création du Parc Naturel Marin de Martinique sous réserve de la prise en compte des trois amendements mentionnés ci-dessous :

- L'activité de pêche professionnelle doit être compatible et autorisée avec le périmètre du parc tel que défini à l'article 2 de la présente délibération ;
- Le nombre d'élus martiniquais au sein du comité de gestion doit être augmenté à 14 dont 10 élus de la Collectivité territoriale de Martinique ;
- Le nombre de représentants des professionnels des secteurs d'activité concernés au sein du comité de gestion doit être augmenté à 14 dont 10 représentants des marins pêcheurs.

ARTICLE 2 : Le périmètre du parc naturel marin de Martinique devra être composé de l'ensemble des eaux sous juridiction française autour de la Martinique, soit la zone économique exclusive (ZEE).

ARTICLE 3 : Il est émis un avis favorable sur les 7 orientations de gestion proposées :

- Contribuer à une plus grande connaissance du patrimoine naturel, dont les embouchures de rivières, les mangroves, les herbiers et les récifs, de sa biodiversité et de ses fonctionnalités, et du patrimoine culturel maritime.
- Sensibiliser le plus grand nombre et dès le plus jeune âge à la spécificité et à la préservation de l'espace maritime insulaire martiniquais et partager ces initiatives dans la Caraïbe.
- Proposer la protection, la restauration ou la valorisation des espèces et des espaces marins, comme les coraux et les fonds de baies, et en coordonner la gestion.
- En tenant compte du fort lien terre-mer, soutenir une gestion innovante et participative dans les projets de développement visant à concilier les différents usages et intégrant les services rendus par les écosystèmes marins.
- Contribuer à la planification des usages, à la prévention des conflits, à l'efficacité de la police de l'environnement marin.
- Engager le tourisme, le sport, les loisirs nautiques et les ports et mouillages dans des pratiques responsables par la formation des acteurs et la mise en place d'équipements adaptés.
- Agir en soutien au développement durable de la pêche professionnelle et de l'aquaculture.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

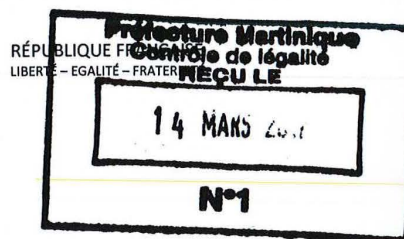
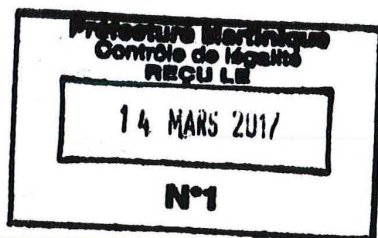
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude L. [Signature]





Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-3-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015, relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, notamment l'article 203 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), le transports et les sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologique le 6 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) en affirmant la nécessité vitale et impérieuse de réduire la facture énergétique, de maîtriser la consommation énergétique et de développer les énergies renouvelables.

À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique doit prendre toute sa place d'initiateur, de moteur et d'exemple dans les orientations et prévisions en matière d'énergie.

L'avis favorable est donné sous réserve que le document soit enrichi des éléments suivants :

- la nécessité d'affiner les études pour mieux atteindre les objectifs identifiés en termes de production d'énergies renouvelables.
- l'absence de production d'énergies polluantes dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) provenant notamment de la biomasse ;
- la préservation des terres pour l'agro-alimentaire dans un territoire exigu où les terres agricoles ne sont pas très étendues, dans l'éventualité d'une production de bioethanol ;
- l'organisation de façon efficiente de la filière de traitement des ordures ménagères qui présente un double intérêt à la fois sur les thématiques des déchets et de l'énergie.

ARTICLE 2 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable pour la transmission de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) au Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 14 abstentions, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-4-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES AÉRONEFS

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n°940/2014/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des douanes, notamment ses articles 158A, 165, 176, 177, 266 quater et 267 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 24 novembre 2016, portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique consent à l'exonération totale d'octroi de mer (OM et OMR) sur les produits pétroliers destinés à l'avitaillement des aéronefs dans les conditions décrites aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le bénéfice des exonérations visées à l'article 1 est ouvert de plein droit et sans délivrance d'une attestation spécifique aux utilisateurs suivants :

- les compagnies aériennes inter-régionales et internationales,
- les administrations exerçant à bord d'aéronefs, des missions régaliennes de l'Etat.

ARTICLE 3 : Le régime d'exonération à l'avitaillement des aéronefs s'applique au produit énergétique repris dans le tableau suivant :

Code NC8	Désignation	Octroi de Mer	
		OM	OMR
2710 1921	Carburéacteurs, type pétrole lampant	0	0

Le carburant mentionné ci-dessus, destiné à l'avitaillement des aéronefs, doit respecter les spécifications douanières, fiscales et administratives applicables au plus tard à la sortie d'une usine exercée ou d'un entrepôt fiscal de stockage.

ARTICLE 4 : Les opérateurs ne doivent utiliser le carburant livré qu'aux usages entrant dans le champ de l'exonération prévue par la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toutes mesures d'adaptation relatives à la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 2 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-5-1

PORTANT EXONÉRATION DE TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES, DANS LE CADRE DU RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ DE CONSOMMATION DE CARBURANT POUR LES NAVIRES DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n°940/2014/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des douanes, notamment ses articles 158A, 165, 176, 177, 266 quater et 267 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 24 novembre 2016, portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique consent à l'exonération totale d'octroi de mer (OM et OMR) et de la taxe spéciale de consommation (TSC) sur les produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires des professionnels de la pêche et de l'aquaculture dans les conditions décrites aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le bénéfice des exonérations visées à l'article 1 est ouvert de plein droit et sans délivrance d'une attestation spécifique aux utilisateurs :

- **de navires de pêche**, munis d'un rôle d'équipage à jour et utilisés par des armateurs ou des marins-pêcheurs ou des aquaculteurs professionnels justifiant de l'affectation à cette activité commerciale.

ARTICLE 3 : Le régime d'exonération à l'avitaillement des navires s'applique aux produits énergétiques repris dans le tableau suivant :

Code NC8	Désignation	Octroi de Mer		TSC
		OM	OMR	
27101245	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb <= 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) >= 95, mais < 98 (à l'excl. des essences contenant du biodiesel)	0	0	Exonéré
27101947	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,002 % mais <= 0,1 % (à l'excl. Des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique)	0	0	Exonéré
27101964	Fuel oils de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,1 % mais <= 1 % (à l'excl. des produits destinés à subir une transformation chimique et ceux contenant du biodiesel)	0	0	Exempté

Les essences et supercarburants ainsi que les gazoles mentionnés ci-dessus, destinés à l'avitaillement des navires, doivent respecter les spécifications douanières, fiscales et administratives applicables au plus tard à la sortie d'une usine exercée ou d'un entrepôt fiscal de stockage et contenir le colorant bleu et le traceur chimique réglementaire.

ARTICLE 4 : Les opérateurs ne doivent utiliser le carburant livré qu'aux usages entrant dans le champ de l'exonération prévue par la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les obligations des bénéficiaires de ce régime d'exonération sont fixées par le Bulletin Officiel des Douanes (BOD) n° 7712 du 26 avril 2016 dont l'application relève de l'administration des douanes et des droits indirects.

ARTICLE 6 : Les bénéficiaires du régime qui démontrent leur difficulté à s'approvisionner directement à bord de leurs navires peuvent, par mesure dérogatoire, solliciter une autorisation fiscale de transport de carburant par route auprès de la direction régionale des douanes.

Cette autorisation fiscale ne dispense pas le bénéficiaire du respect des conditions liées à l'emballage et à l'étiquetage des colis, ainsi qu'à la présence à bord des extincteurs obligatoires prévues par la réglementation relative au transport de marchandises dangereuses par la route.

ARTICLE 7 : Sous réserve des dispositions prévues dans la présente décision, la délibération du Conseil régional de Martinique n° 97-173 du 30 avril 1997 portant nouvelles conditions de livraison de carburants détaxés aux marins-pêcheurs est abrogée.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toutes mesures d'adaptation relatives à la présente décision.

ARTICLE 9 : Le Directeur général des services et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 11 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

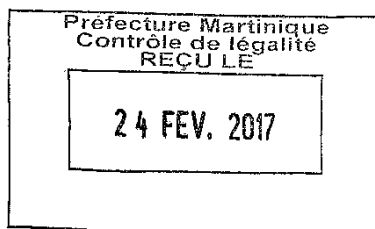
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-5-2

PORTANT EXONÉRATION DE TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES, DANS LE CADRE DU RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ DE CONSOMMATION DE CARBURANT POUR LES COMPAGNIES MARITIMES INTÉRIEURES ET INTERNATIONALES

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n°940/2014/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des douanes, notamment ses articles 158A, 165, 176, 177, 266 quater et 267 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 24 novembre 2016, portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique consent à l'exonération totale d'octroi de mer (OM et OMR) et de la taxe spéciale de consommation (TSC) sur les produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires des compagnies maritimes intérieures, interrégionales et internationales dans les conditions décrites aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le bénéfice des exonérations visées à l'article 1 est ouvert de plein droit et sans délivrance d'une attestation spécifique aux utilisateurs :

- **navires des compagnies maritimes intérieures, interrégionales et internationales.** Ces navires sont inscrits au commerce sur les registres officiels d'une autorité administrative, sont dotés d'un équipage permanent et sont affectés aux besoins d'une activité commerciale.

ARTICLE 3 : Le régime d'exonération à l'avitaillement des navires s'applique aux produits énergétiques repris dans le tableau suivant :

Code NC8	Désignation	Octroi de Mer		TSC
		OM	OMR	
27101245	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb <= 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) >= 95, mais < 98 (à l'excl. des essences contenant du biodiesel)	0	0	Exonéré
27101947	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,002 % mais <= 0,1 % (à l'excl. Des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique)	0	0	Exonéré
27101964	Fuel oils de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,1 % mais <= 1 % (à l'excl. des produits destinés à subir une transformation chimique et ceux contenant du biodiesel)	0	0	Exempté

Les essences et supercarburants ainsi que les gazoles mentionnés ci-dessus, destinés à l'avitaillement des navires, doivent respecter les spécifications douanières, fiscales et administratives applicables au plus tard à la sortie d'une usine exercée ou d'un entrepôt fiscal de stockage et contenir le colorant bleu et le traceur chimique réglementaire.

ARTICLE 4 : Les opérateurs ne doivent utiliser le carburant livré qu'aux usages entrant dans le champ de l'exonération prévue par la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les obligations des bénéficiaires de ce régime d'exonération sont fixées par le Bulletin Officiel des Douanes (BOD) n° 7712 du 26 avril 2016 dont l'application relève de l'administration des douanes et des droits indirects.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toutes mesures d'adaptation relatives à la présente décision.


ARTICLE 7 : Le Directeur général des services et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

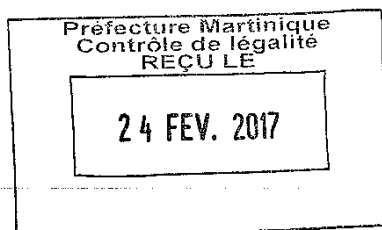
ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-5-3

PORTANT EXONÉRATION DE TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES, DANS LE CADRE DU RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ DE CONSOMMATION DE CARBURANT POUR LES NAVIRES DES AUTORITÉS PUBLIQUES, DES SERVICES DE SECOURS ET DE SAUVETAGE EN MER ET UTILISÉS DANS LE CADRE DE LEURS MISSIONS DE SERVICE PUBLIC

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n°940/2014/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des douanes, notamment ses articles 158A, 165, 176, 177, 266 quater et 267 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 24 novembre 2016, portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique consent à l'exonération totale d'octroi de mer (OM et OMR) et de la taxe spéciale de consommation (TSC) sur les produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires des autorités publiques dans les conditions décrites aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le bénéfice des exonérations visées à l'article 1 est ouvert de plein droit et sans délivrance d'une attestation spécifique aux utilisateurs :

- **de navires des autorités publiques**, (administrations d'État, établissements publics et collectivités locales), utilisés dans le cadre de leurs missions de service public, y compris par délégation.

Ces exonérations sont limitées aux navires des autorités publiques, lorsqu'elles utilisent leur propre navire dans le cadre exclusif de leurs missions de service public.

Elles justifient de ce statut par le dépôt de documents prouvant l'affectation du navire à cet usage (immatriculation, francisation, contrat d'utilisation). Il s'agit donc des navires des administrations de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales :

- Bateaux de sauvetage et d'assistance en mer à des personnes (Société Nationale de Sauvetage en Mer et station de pilotage, service d'incendie et de secours),
- Bateaux de la douane, de la gendarmerie et de la marine nationale,
- Bateaux des affaires maritimes,
- Bateaux effectuant des missions pour le compte d'autorités publiques, sur validation expresse du Conseil Exécutif.

ARTICLE 3 : Le régime d'exonération à l'avitaillement des navires s'applique aux produits énergétiques repris dans le tableau suivant.

Code NC8	Désignation	Octroi de Mer		TSC
		OM	OMR	
27101245	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb $\leq 0,013$ g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) ≥ 95 , mais < 98 (à l'excl. des essences contenant du biodiesel)	0	0	Exonéré
27101947	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre $> 0,002$ % mais $\leq 0,1$ % (à l'excl. Des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique)	0	0	Exonéré
27101964	Fuel oils de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre $> 0,1$ % mais ≤ 1 % (à l'excl. des produits destinés à subir une transformation chimique et ceux contenant du biodiesel)	0	0	Exempté

Les essences et supercarburants ainsi que les gazoles mentionnés ci-dessus, destinés à l'avitaillement des navires, doivent respecter les spécifications douanières, fiscales et administratives applicables au plus tard à la sortie d'une usine exercée ou d'un entrepôt fiscal de stockage et contenir le colorant bleu et le traceur chimique réglementaire.

ARTICLE 4 : Les opérateurs ne doivent utiliser le carburant livré qu'aux usages entrant dans le champ de l'exonération prévue par la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les obligations des bénéficiaires de ce régime d'exonération sont fixées par le Bulletin Officiel des Douanes (BOD) n° 7712 du 26 avril 2016 dont l'application relève de l'administration des douanes et des droits indirects.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toutes mesures d'adaptation relatives à la présente décision.


ARTICLE 7 : Le Directeur général des services et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISA



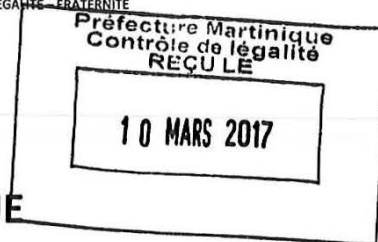


Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-6-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ENTREPRISE BCMB ALBA POUR LA CRÉATION ET COMMERCIALISATION D'UN WHISKY PREMIUM VIEILLI DANS DES FûTS DE RHUM EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aides à finalité régionale et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande de l'entreprise BCMB ALBA ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 6 février 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 2 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'entreprise BCMB ALBA une subvention de cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-quinze euros (52 795 €) pour son projet de création et de commercialisation d'un whisky premium vieilli en Martinique dans des fûts de rhum.

ARTICLE 2 : La dépense conespoudante est imputée au chapitre 906 fonction 67 article 20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Mario-France TOUL



Annexe à la délibération n°17- 6-1

REPUBLIQUE FRANCAISE

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

Préfecture Martinique
REÇU LE

10 MARS 2017

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

10 MARS 2017

CONVENTION DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

**Encourager l'initiative privée par un accompagnement complet des entreprises et des
porteurs de projets**

Aide à l'innovation de procédé

Bénéficiaire : **BCMB ALBA**

Qualité du signataire : **Gérant**

Intitulé de l'opération :

**Création et de commercialisation d'un whisky premium vieilli en Martinique dans des
fûts de rhum**

Assiette éligible : **105 590 euros**

Montant de l'aide régionale: **52 795 euros**

Imputation budgétaire : **906-67-20421**

Ordonnateur de la dépense **Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Comptable assignataire **Paierie de la Collectivité de Martinique**

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représenté par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, désignée par le mot « CTM »

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale :

BCMB ALBA

Objet social : Vieillessement de whisky, fabrication, achat et vente de tous vins, spiritueux, liqueurs et alcools, et de tous produits de denrées alimentaires

Adresse ou siège social :

MBE – 243 Mangot Vulcin
97 288 LE LAMENTIN

Forme juridique : SAS

Registre et n° d'immatriculation : 818 586 851 00011 – APE 1101Z

représentée par : le gérant,

dûment habilité(e)

désigné(e) dans tout ce qui suit par le mot "contractant"

d'autre part.

- VU** le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020,
- VU** la demande de financement et le dossier technique présentés par le bénéficiaire en date du 3 octobre 2014 sous le numéro GRC-12 711;
- VU** l'avis de la Commission de l'Enseignement supérieur, innovation et recherche du 9 décembre 2014 ;
- VU** la décision de la Commission permanente et la délibération n°15-361-1 du 10 mars 2015 ;

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ :

La Collectivité Territoriale de Martinique a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement économique de l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des services de la région Martinique.

A cet effet, la CTM a mis en place des mesures incitatives à caractère technique et financier, en vue de

favoriser la création, le développement et le maintien d'entreprises et d'emplois et faire de la région Martinique, une terre d'innovation.

Ayant reconnu l'intérêt de l'opération projetée, la CTM accorde à l'entreprise ci-dessus désignée, une aide à l'innovation, au titre du régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020,

Le contractant, après avoir élaboré un programme d'investissements et d'emploi sur une durée de deux ans, déclare souscrire aux objectifs du contrat de développement régional dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Dans le cadre de la stratégie régionale d'innovation de spécialisation intelligente (S3) 2014-2020 :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante :

« Création et de commercialisation d'un whisky premium vieilli en Martinique dans des fûts de rhum »

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant l'objectif, le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L'OPERATION

1 - Localisation : MBE – 243 Mangot Vulcin
97 288 LE LAMENTIN

2 - Montant des besoins sur deux ans : 105 590€

3 - Financement du programme (voir annexe 1)

4 - Période de réalisation : **24 mois**. Seront pris en compte les investissements réalisés à compter de la date d'attestation de dépôt du dossier.

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La subvention territoriale d'un montant de **cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-quinze euros (52 795 €)**, sera imputée sur le budget de la CTM, chapitre 906, fonction 67 article 20421 et représente

50% du coût prévisionnel éligible.

Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 4 - DUREE ET MODALITES D'EXECUTION

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder **deux ans** à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée, si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai d'un an, à compter de la notification de la subvention, sauf autorisation donnée par le Président du Conseil régional et formalisée par un avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur du commencement d'exécution de l'opération sur présentation d'une demande de versement, conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Le contractant s'engage à souscrire une assurance qui couvrira au moins la valeur totale des immobilisations corporelles du programme. La police d'assurance devra notamment garantir les risques suivants :

- incendie,
- pertes d'exploitation consécutives à un incendie,
- honoraires d'experts.

Il s'engage en outre à produire une attestation à toute réquisition des services régionaux.

ARTICLE 6 - MODALITES DE PAIEMENT

L'aide territoriale sera versée comme suit :

→ **Acomptes intermédiaires** : au prorata des dépenses justifiées et dans la limite de 80% du montant de l'aide accordée.

Le bénéficiaire s'engage à déposer auprès du service instructeur, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes intermédiaires, un état récapitulatif détaillé qu'il certifie exact, des dépenses réalisées conformément au programme retenu ou d'une attestation comptable précisant la date, l'origine et l'état de paiement des dépenses et les pièces comptables (factures acquittées).

→ **Versement du solde** : le solde de cette subvention de 20% sera calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles ou au prorata des dépenses acquittées.

ARTICLE 7 - CONTRÔLE

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil régional.
Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil régional décide de mettre fin à l'aide et exige le **versement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au versement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indus au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement de la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le Président du Conseil régional exigerait le versement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 9 – PUBLICITE ET CONCURRENCE

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation de la CTM (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages

anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

ARTICLE 10 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable des différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort-de France, le

Le Contractant
Signature (précédée de la
Mention « lu et approuvé »)

Le Président
du Conseil Exécutif de la
Collectivité de Martinique

Annexe 1 :

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Libellé de l'opération :	Création et de commercialisation d'un whisky premium vieilli en Martinique dans des fûts de rhum
Bénéficiaire :	BCMB ALBA
Service instructeur :	CTM – DGA Attractivité

Descriptif et objectifs de l'opération :

BCMB ALBA, jeune entreprise nouvellement créée, souhaite réaliser son projet de création d'un whisky en partie vieilli en fût de rhum sous climat tropical. Ce projet consiste à créer un nouveau whisky issu de deux techniques de vieillissement: à base de whisky provenant d'Ecosse ou d'ailleurs en Europe, il sera en premier lieu vieilli dans un climat tempéré en Ecosse, puis en second lieu sous un climat tropical en Martinique dans des fûts de rhum. Il est le résultat du brassage de deux zones géographiques et de deux climats différents.

Ce whisky sera commercialisé sous la marque « AIKAN » qui signifie dans la langue arawak « Mariage ». Il sera vendu en France, aux Antilles et en Amérique.

La technique du vieillissement sous climat tropical est un procédé efficace et qualitatif. Bien que ce procédé ne soit pas nouveau, il a déjà ses preuves en Taiwan et en Inde. Certains whiskys utilisant cette pratique connaissent depuis un fort succès en Asie et en Europe (catégorie Premium/Hyper premium). En effet, les études ont prouvé qu'un an de vieillissement équivaut à trois ans de vieillissement sous climat continental.

Aussi, ce nouveau produit marque sa différenciation pour les motifs suivants :

- l'étape de vieillissement sous climat tropical est à ce jour rare sur le marché local et national ;
- deux modes de vieillissement (sous climat tempéré et sous climat tropical) et deux univers sont réunis et mis en évidence : celui du rhum et du whisky, celui de l'Europe et des Antilles ;
- le contenant pour le vieillissement à savoir les fûts de rhum se démarque des autres techniques ;
- un produit régional de Martinique pouvant être un produit identitaire.

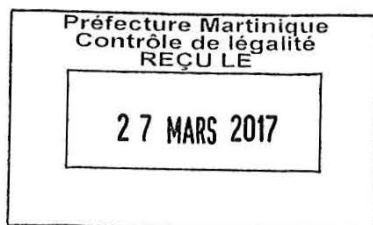
Enfin, ce projet s'identifie bien à l'un des domaines d'activités stratégiques (DAS) retenus dans le cadre de la stratégie de spécialisation intelligente S3. La filière « production Terroir » se voit améliorée et mise en valeur par un nouveau mode de production et un nouveau produit. En effet, la technologie et le savoir-faire du rhum, les techniques de vieillissement du rhum sont capitalisées et transférées pour la production d'un nouvel alcool.

Devis estimatif de l'opération :

<u>DEPENSES</u>	Coût total de l'action	Assiette éligible retenue
	Montant HT (€)	
Achat de fûts	32 005,00	32 005,00
Frais de transport des fûts / Le Havre – Fort-de-France	4 086,00	4 086,00
Frais de transport Fort-de-France – Macouba	6 135,00	2 911,00
Marketing de lancement	31 500,00	31 500,00
Frais d'œnologie	28 000,00	28 000,00
Cuves de stockage	2 088,00	2 088,00
Frais d'ingénierie	5 000,00	5 000,00
<u>TOTAL</u>	108 814,00	105 590,00

Plan de financement

	Coût total éligible	
Coûts		
FINANCEURS	Montant (€)	%
Union Européenne		
CTM	52 795,00	50
Etat		
Autofinancement	52 795,00	50
TOTAL	105 590,00	100



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 28 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-7-1

PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2016-2010 DU 30 DÉCEMBRE 2016 FIXANT LES MODALITÉS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE DES NON-SALARIÉS AGRICOLES POUR LES ANNÉES 2016 À 2018 EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, À SAINT- BARTHÉLÉMY ET À SAINT-MARTIN

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 30 janvier 2017 ;

Considérant la parution au JORF du 31 décembre 2016 du décret n°2016-2010 du 30 décembre 2016 fixant les modalités de financement du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles pour les années 2016 à 2018 en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;

Considérant que les agriculteurs de la Martinique sont déjà en difficulté, l'application de charges supplémentaires avec des augmentations annuelles ne pourra qu'impacter leur situation ;
Sur proposition du président de l'assemblée de martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication de ce décret mais émet néanmoins un avis défavorable sur le texte fixant les modalités de financement du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles pour les années 2016 à 2018 en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, le groupe minoritaire n'a pas pris part au vote, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉLIBÉRATION N° 17-9-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 30 janvier 2017 ;
Considérant la parution au JORF du 29 décembre 2016 du décret n°2016-1903 du 28 décembre 2016 relatif à la partie réglementaire du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication du décret n°2016-1903 du 28 décembre 2016 relatif à la partie réglementaire du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Elle émet néanmoins un avis favorable sur le texte.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

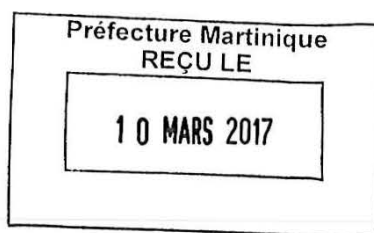
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

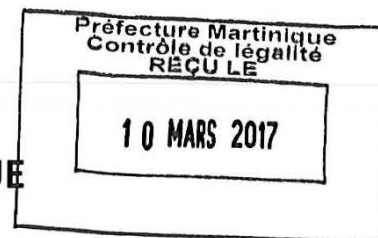


Pour le Président, par déléguation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-10-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX MODALITÉS D'ENTRÉE ET DE SORTIE DE FLOTTE DES NAVIRES DE PÊCHE PROFESSIONNELLE ET MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITÉ NATIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 6 février 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 6 février 2017;

Considérant la parution au JORF du 31 décembre 2016 du décret n°2016-1978 du 30 décembre 2016 relatif aux modalités d'entrée et de sortie de flotte des navires de pêche professionnelle et modifiant la composition du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution du décret n°2016-1978 du 30 décembre 2016 relatif aux modalités d'entrée et de sortie de flotte des navires de pêche professionnelle et modifiant la composition du comité national des pêches maritimes et des élevages marins. Elle émet néanmoins un avis favorable sur le texte.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

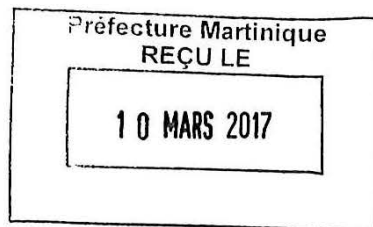
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-15-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU PATRIMOINE MONDIAL, AUX MONUMENTS HISTORIQUES ET AUX SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES ET MODIFIANT DIVERS CODES

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 30 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 1^{er} février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables et modifiant divers codes.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.



Pour le Président en par délégalion
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-17-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT DES DISPOSITIONS DU LIVRE VII DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER RELATIVES À L'INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (IEDOM)

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 6 février 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Considérant la parution au JORF du 28 janvier 2017 du décret n°2017-88 du 26 janvier 2017 relatif à l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) ;
Considérant que le changement de statut de l'IEDOM (établissement public national) en Société par Actions Simplifiées (SAS) régie par le code de commerce comporte des risques aussi bien pour la prise en compte de certaines missions spécifiques à ces établissements d'outre-mer (cotation des entreprises) que pour le statut des agents de ces structures ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution du décret n°2017-88 du 26 janvier 2017 relatif à l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM). Elle émet néanmoins un avis défavorable sur le texte.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 14 abstentions, en sa séance publique du 9 février 2017.

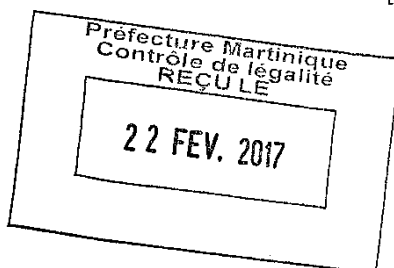
Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-18-1

PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L 7224-18 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2017 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-490-1 du 15 décembre 2016 portant compte rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif en matière de contentieux ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 1^{er} décembre 2016 au 27 janvier 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

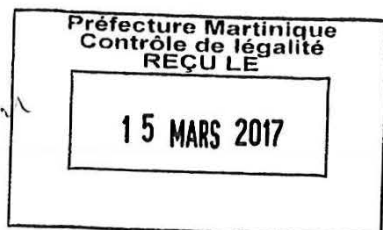
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-19-1

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DES ARTISTES DE LA DÉLÉGATION MARTINIQUE À LA 12ÈME ÉDITION DE LA CARIFIESTA EN HAÏTI DU 21 AU 30 AOUT 2015

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération n°15-1597-1 du 24 septembre 2015, portant prise en charge des artistes de la délégation de Martinique à la 12^{ème} édition de la CARIFIESTA en Haïti du 21 au 30 août 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine du 1^{er} février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération n°15-1597-1 du 24 septembre 2015 susvisée est modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique prend en charge les titres de transport de dix-sept (17) artistes de la délégation de la Martinique à la 12^{ème} édition de la CARIFIESTA en Haïti du 21 au 30 août 2015, pour un montant total de quatorze mille cent quarante euros et cinquante-huit centimes (14 140,58 €). »

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930- 028 article 6245 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

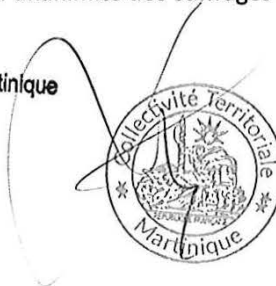
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

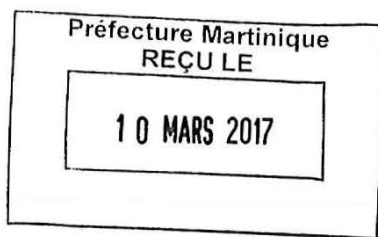
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-20-1

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'UN ARTISAN FORMATEUR POUR LE SALON DE L'INDUSTRIE DU PARA-FIEPA (FÉDÉRATION DES INDUSTRIES DE L'ÉTAT DU PARA) À BELÉM (BRÉSIL)

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 1^{er} février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge par la Collectivité Territoriale de Martinique des frais de transport aérien pour un montant de mille six euros quarante centimes (1 006,40 €) de Monsieur artisan formateur boulanger pâtissier, invité à animer pour le compte du Conseil Régional de Martinique, un stand au Salon de l'Industrie du Para-FIEPA (Fédération des Industries de l'Etat du Para) à Belém (Brésil) du 06 au 09 mai 2015,

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-21-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) RELATIVE AU TRANSFERT DE DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES RELEVANT DU DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 1^{er} février 2017 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet de convention de coopération entre la Bibliothèque Nationale de France et la Collectivité Territoriale de Martinique relatif au transfert de documents cartographiques relevant du dépôt légal imprimeur.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention de coopération ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

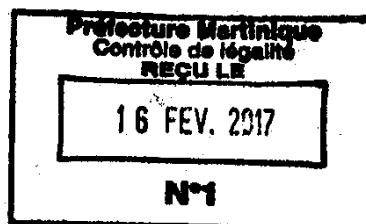
Pour le Président, par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Mario-François TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-22-1

PORTANT AVIS SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION RELATIVES À DES SERVICES DE RADIO DANS LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine du 1^{er} février 2017 ;

Vu la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel n° 2016-455 du 13 avril 2016 relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet dans la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel n° 2016-878 du 16 novembre 2016 fixant la liste des candidats dont le dossier est recevable dans le cadre de l'appel aux candidatures dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel des Antilles et de la Guyane ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 1^{er} février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet, dans le cadre de l'appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquences à temps complet dans la Collectivité Territoriale de Martinique, un avis favorable pour les candidats mentionnés ci-après :

Zone de Basse-Pointe :

- Association Nord Images Production : *Nord FM*.

Zone de Trinité :

- Association culturelle et radiophonique de Trinité (ACRT) : *Identité-Radio Martinique*
- Association pour le développement culturel et artistique du Marin : *Radio Actif Martinique*
- Association Mix FM Martinique : *Mix FM Martinique*

Zone de Rivière-Pilote :

- Association Agir sans voir : *Radio Agir sans voir (RASV)*.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

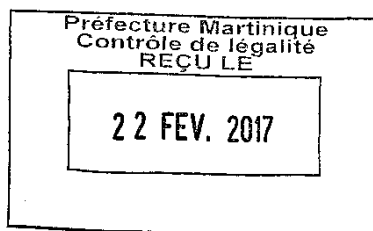
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 7 abstentions, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-Grance TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-23-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE AU TITRE DE L'AIDE À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉ À L'ENTREPRISE O'PLAISIR

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales) ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2089-5 portant octroi d'une subvention à l'entreprise LE CLUB au titre de l'axe 1-1 «Aide régionale à la création et au développement d'activités » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2089-5 portant octroi d'une subvention à l'entreprise LE CLUB au titre de l'axe 1-1 « Aide régionale à la création et au développement d'activités » est annulée.

ARTICLE 2 : Est attribuée une subvention d'un montant de douze mille huit cent soixante-quinze euros (12 875 €), à l'entreprise O'PLAISIR au titre de l'axe 1-1 « Aide régionale à la création et au développement d'activités ».

Cette aide est accordée sous réserve du bouclage du plan de financement.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 fonction 632 article 20241 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en CP 2017
- 50% en CP 2018.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

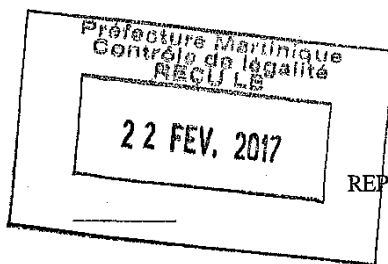
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL



Annexe à la délibération n°17- 23-1



REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION DE DEVELOPPEMENT N°

Axe 1 – Encourager l'initiative privée par un accompagnement complet des entreprises et des porteurs de projets

1 - Aide régionale à la création et au développement d'activités

Bénéficiaire : O' PLAISIR	
Qualité du signataire : Madame Gérante	
Intitulé de l'opération : Création d'une entreprise de sandwicherie	
Assiette éligible :	42 919 €
Montant de l'aide :	Douze mille huit cent soixante-quinze euros (12 875 €)
Imputation budgétaire :	Chapitre 906 fonction 632 article 20421
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Comptable assignataire	Le Payeur de la Collectivité territoriale de Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale :	O' PLAISIR
Objet social :	Sandwicherie
Adresse ou siège social :	32 rue Carlos Finlay Ermitage 97200 FORT DE FRANCE
Forme juridique :	SAS
Registre et n° d'immatriculation :	821 833 662
représentée par :	Madame
dûment habilité désigné dans tout ce qui suit par le mot " contractant "	

d'autre part.

- VU** la délibération n° 11-1433-1 du 27 septembre 2011, portant mise en place d'axes de mise en œuvre de la réforme régionale des aides aux entreprises « levier du développement économique »
- VU** la délibération n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011, portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales - soutien et accompagnement des entreprises),
- VU** la demande de financement et le dossier technique présentés par le bénéficiaire en date du **15 juillet 2015** sous le numéro **33039** ;
- VU** la décision de la Commission permanente et la délibération n°**15-2089-5** du 17 novembre 2015 ;
- VU** la demande du porteur en date du **16 septembre 2016** ;
- VU** la décision de l'Assemblée de Martinique et la délibération n°**16- du**;

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE :

La Collectivité territoriale de Martinique a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement économique de l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des services du territoire de Martinique.

A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place des mesures incitatives à caractère technique et financier, en vue de favoriser la création, le développement et le maintien d'entreprises et d'emplois sur le territoire.

Ayant reconnu l'intérêt de l'opération projetée, la Collectivité Territoriale de Martinique accorde à l'entreprise ci-dessus désignée, une subvention au titre de **l'aide à la création et au développement d'activités**, dont les modalités d'application sont définies par la délibération n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011, portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axes 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises).

Le contractant, après avoir élaboré un programme d'investissements et d'emploi sur une durée de deux ans, déclare souscrire aux objectifs du contrat de développement territorial dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CO-SIGNATAIRES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Dans le cadre des aides aux entreprises,

Axe 1 : 1 – Aide régionale à la création et au développement d'activités,

le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante :

« Création d'une entreprise de sandwicherie »

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant l'objectif, le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L'OPERATION

1 - Localisation : 97200 FORT DE FRANCE

2 - Montant des besoins sur deux ans : 35 975€

3 - Financement du programme (voir annexe 1)

4 - Période de réalisation : 24 mois. Seront pris en compte les investissements réalisés à compter de la date d'attestation de dépôt du dossier.

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La **subvention** d'un montant de **douze mille huit cent soixante-quinze euros (12 875 €)** sera imputée sur le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, chapitre 906, fonction 632 article 20421 et représente **30%** du coût prévisionnel éligible.

Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 4 - DUREE ET MODALITES D'EXECUTION

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder **deux ans** à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénature.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée, si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai d'un an, à compter de la notification de la subvention, sauf autorisation donnée par le Président du Conseil exécutif et formalisée par un avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur du commencement d'exécution de l'opération sur présentation d'une demande de versement, conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Le contractant s'engage à souscrire une assurance qui couvrira au moins la valeur totale des immobilisations corporelles du programme. La police d'assurance devra notamment garantir les risques suivants :

- incendie,
- pertes d'exploitation consécutives à un incendie,
- honoraires d'experts.

Il s'engage en outre à produire une attestation à toute réquisition des services de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 - MODALITES DE MANDATEMENT

Le mandatement de la subvention a lieu **en trois fois au plus, soit :**

UN MANDATEMENT EN TROIS PHASES

➔ **Une avance au démarrage de 50% (maximum) du montant prévu à l'article 3 pourra être mandatée à la signature de la présente convention sur production des pièces suivantes en double exemplaire :**

1° attestation par un expert-comptable, un comptable agréé, un organisme financier d'un apport initial en fonds propres ou de justificatifs permettant l'appréciation de l'objet et de la nature des fonds propres, représentant au moins 25% des besoins du programme,

2° certificat d'immatriculation aux registres légaux,

3° un relevé d'identité bancaire

4° exemplaire des statuts signés et enregistrés (si SARL)

5° notification de la décision régionale

6° justificatifs des concours financiers

➔ **acomptes intermédiaires** : au prorata des dépenses justifiées et dans la limite de 75% du montant de l'aide accordée (avance comprise).

Le bénéficiaire s'engage à déposer, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes intermédiaires auprès du service instructeur, les justificatifs des dépenses réalisées conformément au programme retenu (factures acquittées) et un RIB;

➔ **Mandatement du solde** : le solde de cette subvention sera calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes mandatés, sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles ou au prorata des dépenses acquittées.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées ou d'une attestation comptable précisant la date, l'origine et l'état de paiement des investissements.

UN MANDATEMENT INTEGRAL

Le mandatement de la totalité de la subvention a lieu sur présentation de l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus.

ARTICLE 7 - CONTROLE

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil exécutif.

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil exécutif décide de mettre fin à l'aide et exige le **versement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au versement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indus au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement de la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le Président du Conseil exécutif exigerait le versement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 9 – PUBLICITE ET CONCURRENCE

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

ARTICLE 10 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable des différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort-de France, le

Le Contractant

Signature (précédée de la
Mention « lu et approuvé »)

Le Président

du Conseil exécutif

Annexe 1

Annexe financière et technique

Programme de développement O' PLAISIR Madame

I - Plan de financement (à réaliser sur 12 mois maximum)

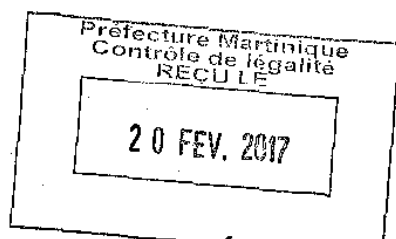
Besoins	
Total des investissements éligibles	42 627 €
Besoin en fonds de roulement	6 000€
Total des besoins	48 627 €

Ressources	
Capital social	1 000 €
Apport en compte courant.....	100 €
Emprunt bancaire	6 000 €
Subvention régionale	12875
Prêt d'honneur	16 000 €
Capacité d'autofinancement	
Total des ressources	35 975 €

Détail des investissements hors programme :
Stock de départ

II - Programme d'investissements

Nature	Montant
Matériel	24 658 .95
Aménagement	16 811 €
Matériel	1449 €
Total	42 9190.65 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-24-1

PORTANT RÈGLEMENT DU COMPLÉMENT DE PRIMES ET DE FRANCHISES DE LA POLICE RESPONSABILITÉ CIVILE DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE - COMPLÉMENTS DE PRIMES POUR LES ANNÉES 2012 ET 2013-FRANCHISES 2010 À 2013 -MARCHÉ 10-007 (LOT 1) EXÉCUTÉ PAR LE CABINET NAYARADOU COURTIER DE L'ASSUREUR GAN

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 25 février 2016 de l'Assemblée de Martinique portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances, Programmation Budgétaire et Fiscalité du mardi 7 février 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement des compléments de primes et de franchises de la police responsabilité civile (marché 10007) pour un montant total de 115 896,21 € T.T.C réparti comme suit :

- Pour les primes : 107 803,14 € T.T.C :
pour l'année 2012 : 39 299,11 € T.T.C ;
pour l'année 2013 : 68 504,03 € T.T.C.
- Pour les franchises : 8 093,07 € TTC :
Reste du T.T.C pour l'année 2010 : 1 927,19 € T.T.C
Reste du T.T.C pour l'année 2011 : 1 648,19 € T.T.C
Reste du TTC pour l'année 2012 : 2 067,26 € T.T.C
Reste du TTC pour l'année 2013 : 2 450,43 € T.T.C.

ARTICLE 2 : La dépense conespondante est imputée au chapitre 930 code opération D 2170008 nature 1320 article 6161 fonction 028 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

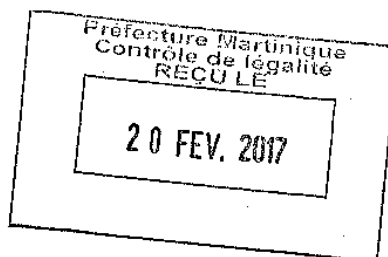
Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Mario-France TOUL



Annexe 1 à la délibération n°17-24-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

**CONVENTION D'INDEMNISATION DES COMPLEMENTS DE PRIMES ET DE
FRANCHISES DE LA POLICE RESPONSABILITE CIVILE DU DEPARTEMENT MARCHE
10-007 (LOT 1)**

Entre

**La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par M. Alfred MARIE JEANNE,
Président du Conseil Exécutif, domicilié Rue Gaston Defferre CS 30137, 97201 Fort de
France Martinique d'une part,**

ET

Le cabinet Nayaradou courtier de l'assureur

**GAN représentés par M. , courtier domicilié Immeuble Rocate-
Dillon-Fort de France, d'autre part,**

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

--

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet le versement, des compléments de primes et de franchises du marché 10-007 - Lot 1-Responsabilité Civile.

ARTICLE 2 :

Le montant des compléments de primes révisées accordé à l'assureur s'élève à la somme de cent sept mille huit cent trois euros et quatorze cents (107 803,14 €) TTC,

Année 2012 : 36 054,23 € HT soit 39 299,11 € TTC

Année 2013 : 62 847,73 € HT soit 68 504,03 € TTC

ARTICLE 3 :

Le montant des compléments de franchises accordé à l'assureur s'élève à la somme de huit mille quatre-vingt-treize euros et sept cents (8 093,07 € TTC),

Reste du TTC pour 2010 : 1 927,19 € TTC

Reste du TTC pour 2010 : 1 648,19 € TTC

Reste du TTC pour 2010 : 2 067,26 € TTC

Reste du TTC pour 2010 : 2 450,43 € TTC

ARTICLE 4 :

Les parties s'engagent à renoncer à toute contestation ultérieure relative aux montants des compléments de primes et de franchises fixées d'un commun accord par la présente convention.

Le Président du Conseil Exécutif,

Le cabinet Nayaradou / GAN

M. Alfred MARIE JEANNE,

Fait à Fort-de-France le

Fait à Fort-de-France le

(Lu et approuvé - mention manuscrite)

Signature

Signature

Reçu pour notification le

Date, signature, nom du signataire et timbre de l'entreprise

en 2 exemplaires originaux qui doivent être
signés par les 2 parties)

Annexe 2 à la délibération n°17-24-1



**CONVENTION D'INDEMNISATION DES COMPLEMENTS DE PRIMES ET DE
FRANCHISES DE LA POLICE RESPONSABILITE CIVILE DU DEPARTEMENT MARCHE
10-007 (LOT 1)**

Entre

**La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par M. Alfred MARIE JEANNE,
Président du Conseil Exécutif, domicilié Rue Gaston Defferre CS 30137, 97201 Fort de
France Martinique d'une part,**

ET

Le cabinet Nayaradou courtier de l'assureur

**GAN représentés par M. , courtier domicilié Immeuble Rocado-
Dillon-Fort de France, d'autre part,**

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet le versement, des compléments de primes et de franchises du marché 10-007 - Lot 1-Responsabilité Civile.

ARTICLE 2 :

Le montant des compléments de primes révisées accordé à l'assureur s'élève à la somme de cent sept mille huit cent trois euros et quatorze cents (107 803,14 €) TTC,

Année 2012 : 36 054,23 € HT soit 39 299,11 € TTC

Année 2013 : 62 847,73 € HT soit 68 504,03 € TTC

ARTICLE 3 :

Le montant des compléments de franchises accordé à l'assureur s'élève à la somme de huit mille quatre-vingt-treize euros et sept cents (8 093,07 € TTC),

Reste du TTC pour 2010 : 1 927,19 € TTC

Reste du TTC pour 2010 : 1 648,19 € TTC

Reste du TTC pour 2010 : 2 067,26 € TTC

Reste du TTC pour 2010 : 2 450,43 € TTC

ARTICLE 4 :

Les parties s'engagent à renoncer à toute contestation ultérieure relative aux montants des compléments de primes et de franchises fixées d'un commun accord par la présente convention.

Le Président du Conseil Exécutif,

Le cabinet Nayaradou / GAN

M. Alfred MARIE JEANNE,

Fait à Fort-de-France le

Fait à Fort-de-France le

(Lu et approuvé - mention manuscrite)

Signature

Signature

Reçu pour notification le

Date, signature, nom du signataire et timbre de l'entreprise

en 2 exemplaires originaux qui doivent être
signés par les 2 parties)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE **DATE DE CHARGEMENT : 23 FEB. 2017**
DÉLIBÉRATION N° 17-25-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION RELATIVE À L'ACCUEIL D'UN COLLECTEUR MAJEC DE L'IGN PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET À SA MISE À DISPOSITION

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipements et réseaux numériques le 3 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission des finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le partenariat entre l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour l'accueil d'un collecteur Mise à jour en continu (MAJEC) de l'Institut national de l'information géographique forestière (IGN) par la CTM et à sa mise à disposition.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer une convention avec l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ayant pour objet de définir les modalités de mise en place du partenariat mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de douze (12) mois et est renouvelable 2 fois par tacite reconduction pour une durée maximale de 3 ans.

ARTICLE 4 : Le coût annuel de cette convention correspond au remboursement de 40% des dépenses de rémunération de l'agent de l'IGN et des charges diverses y afférentes, ainsi que les frais de gestion correspondants à 10%.

ARTICLE 5 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention telle qu'annexée.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



Annexe à la délibération n°17- 25-1

**CONVENTION RELATIVE À L'ACCUEIL D'UN COLLECTEUR MAJEC de
l'IGN PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET A SA
MISE A DISPOSITION**

Convention IGN n° 40000926

Entre :

La Collectivité Territoriale de Martinique

Dont le siège est situé Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique. Rue Gaston Defferre.
CS 30137 – 97201 Fort-De-France Cedex

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

ci-après désigné par le sigle **CTM**

D'une part,

Et :

L'Institut national de l'information géographique et forestière, établissement public de l'État à caractère administratif,

Dont le siège est au 73 avenue de Paris, 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Représenté par son Directeur Général en exercice,

ci-après désigné par le sigle **IGN**

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

Aux termes du décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011, l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est chargé au titre de sa mission d'intérêt général de constituer et de mettre à jour sur l'ensemble du territoire national un référentiel à grande échelle (RGE).

Ce référentiel, système intégré d'information géographique de précision métrique, donne une image complète, continue, actualisée et lisible du territoire national dans ses aspects physiques et fonciers. Le RGE est ainsi constitué de quatre composantes correspondant aux éléments orthophotographiques, topographiques, parcellaires et adresses.

La réalisation de ce référentiel nécessite la collecte de l'ensemble des informations nécessaires et utiles à sa constitution, et à sa mise à jour.

Dans ce but, l'implantation d'un agent de l'IGN sur la région est indispensable pour conduire les négociations, les opérations et les travaux indispensables à la récupération et à l'intégration des données sur l'ensemble de la Martinique.

La convention actuelle s'inscrit dans la continuité de la convention N° 10 040 signée le 6 janvier 2010 entre l'IGN et le Conseil Général de la Martinique (actuelle Collectivité Territoriale de Martinique) établissant la mise à disposition d'un collecteur majec ayant en partie pour mission la constitution de la BD Adresse du Département.

Cette convention est arrivée à échéance le 6 janvier 2016.

La Collectivité Territoriale de Martinique a exprimé auprès de l'IGN l'importance de s'inscrire dans la continuité des réalisations faites sur le territoire dans le cadre des missions de collecte de données et a souhaité un renouvellement de convention.

ARTICLE 1 : Accueil par la CTM d'un agent de l'IGN

Pour mener à bien les opérations de constitution et de mise à jour du RGE sur la Martinique, la CTM accueillera un agent de l'IGN dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Position administrative de l'agent de l'IGN

L'agent de l'IGN sera en résidence administrative à Fort-De-France.

L'agent de l'IGN est mis à disposition de la CTM contre remboursement.

Pendant la durée de la convention, l'agent IGN est tenu de respecter le règlement intérieur de la CTM, y compris les horaires et le régime de congé en vigueur.

L'agent de l'IGN restera administrativement géré par l'IGN.

Il se trouve sous l'autorité hiérarchique du chef de service des Bases de données Vecteur (SBV) déléguée au responsable de l'unité Ile de France.

ARTICLE 3 : Prestations logistiques

3.1 Prestations logistiques incombant à la CTM

L'agent de l'IGN sera accueilli dans les locaux du siège de la CTM, au sein du service en charge de la Géomatique et Télégestion.

La CTM mettra à disposition de l'agent de l'IGN un local de type bureau; le bureau pourra être partagé avec un agent de la CTM.

L'agent bénéficie d'une ligne internet lui permettant d'accéder directement au VPN de l'IGN.

La CTM mettra, en outre, à la disposition de l'agent de l'IGN sur la demande de celui-ci, les services généraux suivants : courrier, téléphone, télécopie, reprographie, accès à Internet, accueil, documentation, nettoyage des locaux et gardiennage.

L'agent de l'IGN pourra avoir accès aux équipements et services sociaux réalisés et mis en place par la CTM.

Ces prestations sont fournies par la CTM sans indemnisation de la part de l'IGN.

3.2 Prestations logistiques incombant à l'IGN

L'IGN mettra à la disposition de son agent un véhicule de service et assumera l'ensemble des frais correspondants.

L'IGN mettra à la disposition de son agent tous les matériels techniques spécialisés nécessaires à l'exécution de sa tâche (ordinateur, logiciels, imprimante, matériel de levé GPS).

ARTICLE 4 : Prestation technique de l'agent de l'IGN

L'agent de l'IGN consacrera à la CTM une partie de son temps de travail à un appui technique au service des agents de la CTM, par sa connaissance de la géomatique, de la topographie, de la photogrammétrie, de la Collecte de données, du RGE et des outils SIG. Il participera à des actions de sensibilisation à l'utilisation des données et outils qu'il utilise.

L'annexe 1 à la présente convention vient préciser les modalités d'exécution de cette prestation, notamment, en matière d'engagement des parties.

40% de travail annuel seront consacrés à cette activité.

L'agent de l'IGN sera, pendant cette période, placé sous l'autorité fonctionnelle du responsable du service Géomatique et Télégestion de la CTM.

ARTICLE 5 – Modalités financières

5.1. Montant liés à la rémunération de l'agent IGN

5.1.1. Financement de l'IGN

L'IGN assure à son agent l'intégralité du traitement et des indemnités qui lui sont rattachés ainsi que la couverture sociale que lui impose la réglementation en vigueur.

L'IGN verse également à l'intéressé l'indemnité forfaitaire et les frais de changement de résidence de Saint-Mandé (94) à Fort-De-France (972) auxquels il peut prétendre en application de l'article 19, du décret n° 89-271 du 12 avril 1989 modifié. Ce décret fixe les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils du territoire métropolitain vers les départements d'outre-mer, lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat ou des établissements publics nationaux à caractère administratif.

L'IGN versera à l'intéressé lors de sa réintégration à l'IGN l'indemnité forfaitaire et les frais de changement de résidence Fort-De-France (972) à Saint-Mandé (94) conformément aux dispositions de la réglementation précise ci-dessus.

5.1.2 Modalités de remboursement par la CTM

Tous les trimestres la CTM rembourse à l'IGN sur état justificatif, 40% des dépenses de rémunération de l'agent IGN et des charges diverses qui y sont liées et des frais de gestion correspondants (10%).

Les montants sont susceptibles d'être modifiés sous l'effet de l'avancement de l'intéressé et de l'augmentation générale de la valeur du point Fonction publique.

Les remboursements effectués par la CTM à l'IGN sont dispensés de la T.V.A conformément aux dispositions de l'article 261 B du Code général des impôts.

5.1.3. Rémunérations complémentaires

La CTM ne verse aucun complément de rémunération à l'agent de l'IGN sous réserve des remboursements des frais et sujétions auxquels l'intéressé s'expose dans l'exercice de ses fonctions et en particulier ses frais de déplacement liés aux missions qui pourraient lui être confiées par la CTM.

5.1.4. Modalités de facturation

Les sommes dues à l'IGN au titre de la convention sont payables dans les 30 (trente) jours à compter de la date de réception d'une facture, par virement bancaire au compte courant ouvert au nom de l'agent comptable de l'IGN à la Recette Générale des Finances de Paris :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
10071	75000		20

Les factures émises de part et d'autre feront référence à la présente convention (« Convention de partenariat N° 40000926 »).

5.1.5 Dates de facturation

Pour la partie liée à la prestation de l'agent IGN, la première facturation trimestrielle interviendra au 30 Septembre.

5.1.6 Réclamation relative à la facture

Toute réclamation relative à la facture doit être motivée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressé à la partie défaillante dans un délai de 3 (trois) mois à compter de sa réception.

ARTICLE 6 - Responsabilité – Assurances

Chacune des parties supportera les conséquences de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun. Cependant l'IGN tiendra la CTM garantie contre tout recours de tiers à raison de tout dommage causé par son agent dans le cadre de l'exécution de la présente convention et non imputable à une faute lourde de la CTM ou de son personnel.

ARTICLE 7 : Suivi de la convention

Le suivi de l'exécution de la convention est confié :

- par le Président de la CTM au chef du service en charge du Service Géomatique et Télégestion, qui sera le représentant de la CTM auprès de l'IGN,
- par le Directeur Général de l'IGN à M. le Chef du Service des Bases Vecteur qui sera le représentant de l'IGN auprès de la CTM.

ARTICLE 8 : Règlement amiable

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable.

A cet effet, la partie demanderesse adresse à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, une modification précisant :

- la référence de la convention (titre et date de signature),
- l'objet de la contestation,
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours à compter de la notification susvisée, chacune des parties peut saisir la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : Litiges

Tout litige ou contestation portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et non réglé dans le cadre de la procédure de règlement amiable visée à l'article 7 sera porté devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 10 : Date d'effet et Durée de la convention

10.1. Date d'effet

La présente convention prend effet à compter dès sa signature par les parties concernées..

10.2. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois renouvelable par tacite reconduction par périodes de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 (trois) ans. Chacune des parties peut demander la non-reconduction de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la date de reconduction.

10.3. Résiliation anticipée

En cas de manquement grave ou répété de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la partie diligente pourra mettre la partie défaillante en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de satisfaire à ses obligations.

Si à l'échéance prévue par la mise en demeure, la partie défaillante n'a pas remédié au manquement invoqué, le présent contrat sera résilié de plein droit sans préjudice pour l'autre partie d'obtenir une légitime indemnisation.

10.4. Fin de la convention

L'arrivée à terme ou la résiliation de la convention, pour quelque cause que ce soit, est sans incidence sur le règlement des sommes respectivement dues sur la durée de la convention par les parties au titre de l'article

ARTICLE 11 : Annexes

ANNEXE 1 : Modalités de mise à disposition du collecteur

ANNEXE 2 : Fiche financière – Simulation 2016 (rémunération de l'agent de l'IGN)

ANNEXE 3 : Coordonnées des intervenants

lu et approuvé

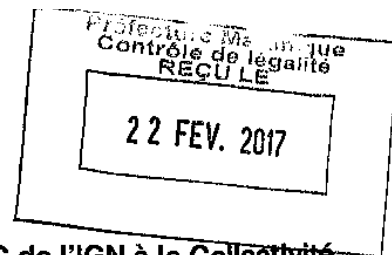
lu et approuvé

Fort-De France, le

Saint-Mandé, le

**Le Président du conseil exécutif
de la CTM**

Le Directeur Général de l'IGN



ANNEXE 1

Modalités de mise à disposition du collecteur MAJEC de l'IGN à la Collectivité Territoriale de Martinique

1 - Engagements en termes de charge de travail	8
1 -1 Engagements de l'IGN	8
2 -2 Engagements de la CTM	8
2- Engagements en termes de délais de réalisation	8
2 -1 Engagements de l'IGN	8
2I -2 Engagements de la CTM	8
3- Engagements en termes de qualité	9
3 -1 Engagements de l'IGN	9
3 -2 Engagements de la CTM	9
4- Engagements concernant la nature des réalisations demandées	9
4 -1 Engagements de l'IGN	9
4 -2 Engagements de la CTM	9
4 -3 Exemple de travaux pouvant être demandés par la CTM au collecteur MAJEC	9

La convention N° 40000926 passée entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN), convention à laquelle le présent document est destiné à être annexé, prévoit la mise à disposition de la CTM par l'IGN de 40 % du temps de travail du collecteur chargé de mettre à jour pour la Martinique, selon des instructions émises au niveau national par l'IGN, la BD Uni, base de données interne à l'IGN dont est dérivée la BD Topo (Processus MAJEC).

Le présent document a pour objectif de préciser les modalités de cette mise à disposition.

1 - Engagements en termes de charge de travail

1.1 Engagements de l'IGN

L'IGN, via son collecteur MAJEC présent sur place à la Martinique, s'engage à mettre chaque trimestre à disposition de la CTM la charge de travail prévue dans la convention passée entre la CTM et l'IGN. Les réalisations demandées par l'IGN à son collecteur MAJEC seront cohérentes avec cet engagement.

Le collecteur MAJEC s'engage par ailleurs à solliciter par mail son correspondant à la CTM dans le cas où il constaterait que les travaux déjà demandés par ce dernier ne sont pas suffisants au regard de sa charge de travail trimestrielle dédiée à la CTM.

Le collecteur MAJEC fournira chaque trimestre à la CTM un récapitulatif de ses charges de travail du trimestre passé. Ce document listera l'ensemble des réalisations demandées par la CTM au collecteur MAJEC et le temps passé par ce dernier sur chacune d'entre elle.

1.2 Engagements de la CTM

La CTM s'engage à émettre auprès du collecteur MAJEC de la Martinique des demandes de réalisation cohérentes avec la charge de travail qui lui est dédiée.

La CTM validera chaque trimestre par retour de mail le suivi des charges de travail que le collecteur MAJEC lui aura adressé. En cas de dépassement de charge constaté sur un trimestre pour l'un ou l'autre des partenaires, un rééquilibrage pourra avoir lieu au profit du partenaire lésé le trimestre suivant.

2 - Engagements en termes de délais de réalisation

2.1 Engagements de l'IGN

Le collecteur MAJEC s'engage à réaliser dans les délais convenus initialement entre lui et la CTM les travaux demandés par la CTM. En cas de retard prévu ou pris dans la réalisation de ces travaux, le collecteur MAJEC informera le plus en amont possible la CTM de la nouvelle date de réalisation prévue et des raisons du retard pris.

2.2 Engagements de la CTM

Chaque demande de réalisation émise par la CTM sera adressée par mail au collecteur MAJEC qui en accusera réception. Ces demandes de réalisation indiqueront, outre la nature du travail souhaité, un objectif en terme de délais et, à titre indicatif, la charge de travail estimée.

Les délais de réalisation et les charges de travail estimées jugés non tenables par le collecteur MAJEC pourront faire l'objet d'une négociation entre le collecteur MAJEC et son interlocuteur à la CTM.

Les demandes de travaux émises par la CTM dont la charge de travail estimée dépasserait la charge de travail trimestrielle du collecteur MAJEC feront l'objet d'un échéancier qui précisera mois par mois le degré d'avancement attendu et les livrables à remettre par le collecteur à la CTM.

3 - Engagements en termes de qualité

3.1 Engagements de l'IGN

Le collecteur MAJEC s'engage à fournir à la CTM des réalisations dont la qualité est conforme à celle attendue par la CTM. Cette qualité attendue lui aura été préalablement précisée par la CTM. Le Collecteur MAJEC fournira à la CTM le résultat de la réalisation demandée où, le cas échéant, l'informerait par mail de la fin de la réalisation demandée et de l'endroit où celle-ci est visualisable / téléchargeable.

3.2 Engagements de la CTM

A chaque livraison par le collecteur MAJEC d'un travail demandé par elle, la CTM accusera réception par mail de la livraison du travail demandé en indiquant si celui-ci est conforme ou non à son attente. Les réalisations jugées non conformes à son attente par la CTM feront l'objet d'une reprise de la part du collecteur MAJEC.

4 - Engagements concernant la nature des réalisations demandées

4.1 Engagements de l'IGN

L'IGN, via son collecteur MAJEC pour la Martinique, s'engage à réaliser toute les demandes de travaux émises par la CTM dont le contenu est cohérent avec les qualifications et les fonctions d'un collecteur MAJEC de l'IGN :

- Levés GPS (routes, sentiers, infrastructures, superstructures, etc...) ;
- Cartographies simples ;
- Impression de sorties graphiques.
- Collecte de données terrain
- Intégration de données
- Extractions de données du RGE

4.2 Engagements de la CTM

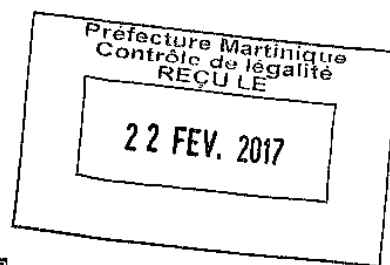
Les réalisations demandées par la CTM au collecteur MAJEC seront cohérentes avec les compétences et les qualifications de ce dernier, ainsi qu'avec les moyens techniques (véhicule, logiciels, outils de levés) mis à sa disposition par l'IGN et la CTM.

4.3 Exemple de travaux pouvant être demandés par la CTM au collecteur MAJEC

- Mise en corrélation des données IGN/CTM pour le patrimoine de la CTM (routes, collèges, lycées, bâtiments administratifs, adresses, etc...) et vérifications terrain si nécessaire.
- Travaux de géolocalisation pour la mise à jour des bases de données métiers de la CTM (PR, bâtiments, réseaux, etc...).
- Levés de terrain (topographie, bâtiments, corps de rues, réseaux, etc...)
- Etude et configuration de GPS de saisie, formation afférente aux utilisateurs.
- Collecte de données, intégration, cartographies, sorties graphiques pour les besoins de la CTM ou de ses partenaires (collectivités, organismes, prestataires, ...) – Par exemple, localisation et représentation des hydrants pour le SDIS.
- Extractions de données du RGE pour les besoins de la CTM ou de ses partenaires.
- Calculs et mesures dans les SIG (superficies, hauteurs de bâtiments, etc...) dont il aura la maîtrise.
- Structuration et mise à jour de couches de données métier (patrimoine CTM)
- Intégrations de données aux bases métiers.
- Réalisation de documents cartographiques d'information ou d'aide à la décision.
- Sorties graphiques

ANNEXE 2

IGN



Fiche financière

SIMULATION 2016

valeur du point ouvrier au 01/10/2010 (base 9,8388)

NOM

D

Prénom

Corps

Ouvrier d'état

Catégorie

E

Echelon

6ème échelon

REMUNERATION BRUTE

493	Salaires heures normales	=	32 858,34
			32 858,34

PRIME

2726	Indemnités Vie chère (antilles)	=	13 144,20
			13 144,20

CHARGES PATRONALES

6630	Maladie Patronale déplaçonnée	32 858,34	x	9,70%	=	3 187,26
6635	Allocation familiale	32 858,34	x	5,25%	=	1 725,06
6640	FNAL plaçonné	32 858,34	x	0,10%	=	32,86
6642	FNAL Complémentaire TR A	32 858,34	x	0,40%	=	131,43
6650	Solidarité Autonomie	32 858,34	x	0,30%	=	98,58
6752	Cotisation Fonds Spécial	28 831,94	x	34,51%	=	9 949,90

TOTAL CHARGES PATRONALES	=	15 125,09
---------------------------------	---	------------------

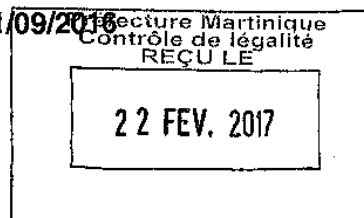
TOTAL	=	61 127,63
--------------	---	------------------

Le Chef du Département
des Rémunérations.

Palm

ANNEXE 3

Coordonnées des intervenants au 01/09/2016

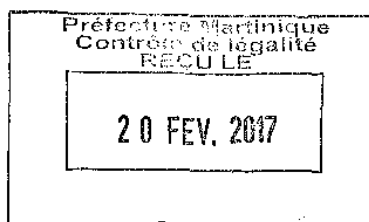


CTM

NOM	FONCTION	TELEPHONE	MEL
	Chef du Service Géomatique et Télégestion	05 96 59 66 23	@collectivitedemartinique.mq
	Chef de Cellule Géomatique infrastructures	05 96 59 83 67	@collectivitedemartinique.mq
	Chef de Cellule Géomatique superstructures	05 96 59 83 71	@collectivitedemartinique.mq
	Standard CTM	05 96 59 63 00	

IGN

NOM	FONCTION	TELEPHONE	MEL
	Chef du Service des Bases Vecteur	01 43 98 82 13	@ign.fr
	Département Outre-Mer	01 43 98 82 02	@ign.fr
	Chef Unité Mise A Jour DOM TOM	01 43 98 85 04	@ign.fr
	Technicien IGN accueilli par la CTM	05 90 99 43 52	@ign.fr
	Standard IGN	01 43 98 80 00	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-26-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE SA

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et en particulier ses articles 2044 et 2058 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 21 décembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ORANGE SA d'un montant de quatre mille quatre cents euros (4 400,00 €), suite à la réalisation de prestations d'abonnement à la téléphonie fixe.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'indemnité est versée dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

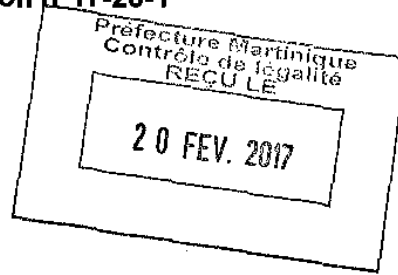
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL

Annexe à la délibération n°17-26-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société ORANGE représentée par Mr
effet et désigné ci-après par le terme :

habilité à cet

« ORANGE SA »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,
Vu l'avis de Commission d'Appel d'Offre en date du 21 décembre 2016,
Vu la délibération n° de l'Assemblée Plénière en date du autorisant le
Président du Conseil à signer une convention de transaction

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le marché d'abonnements n°10SAG007 de téléphonie fixe contracté auprès de l'opérateur ORANGE SA pour le compte de la Collectivité régionale a expiré le 31 juillet 2015.

Les procédures de passation de marchés informatiques n'ayant pas été mises en œuvre à cette période, conformément au Code des Marchés Publics, ces prestations ont été assurées par ORANGE SA sans publicité ni remise en concurrence, depuis cette date.

Il en ressort par conséquent, la nécessité de régler les factures impayées des mois de novembre et décembre 2015, ainsi que celles allant jusqu'au 16 janvier 2016, dont le montant s'élève à 10 614.75 €. De cette somme sont déduits les crédits inscrits dans les comptes de la société ORANGE SA en faveur de la Collectivité pour un total de 6 138.19 €. Ainsi, le montant restant dû à ORANGE SA est de 4 476.56 €.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger.

Ainsi, tel que le prévoit l'article 2044 du code civil, il est proposé de procéder à «un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître», la convention transactionnelle. Il s'agira au travers de cette convention d'indemniser la société ORANGE SA des préjudices financiers subis, du fait des services rendus à la collectivité en la matière.

Les négociations ont abouti à un montant d'indemnisation de 4 400,00€, en vue du règlement de la prestation réalisée.

Par conséquent, le montant total de l'indemnité due à l'entreprise en raison de l'enrichissement sans cause de la collectivité et correspondant au préjudice subi est estimé à 4 400,00 €.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société ORANGE SA

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société ORANGE SA, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à 4 400,00 €.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

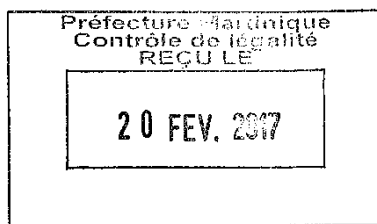
Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société ORANGE SA s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

**Le Directeur des Ventes Martinique
ORANGE SA**

**Le Président du
Conseil exécutif**

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n°15-0003 du 18 décembre 2015
De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-27-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SODEM AU TITRE DE L'OPÉRATION « CONSTRUCTION DU LYCÉE NORD CARAÏBE AU LIEU-DIT CHEVAL BLANC À BELLEFONTAINE »

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 25 janvier 2017 ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par la SODEM et l'importante durée de l'opération « Construction du Lycée Nord Caraïbe au lieu-dit Cheval Blanc à Bellefontaine » ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la SODEM, de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 3 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la SODEM, ayant pour objet le dédommagement des modifications importantes en nature et en durée des conditions d'exercice de sa mission de maître d'ouvrage de l'opération « construction du lycée du Nord Caraïbe à Bellefontaine ».

ARTICLE 2 : La SODEM percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quatre cent mille euros (400 000,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902-222 article 231312 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

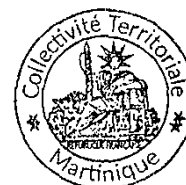
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

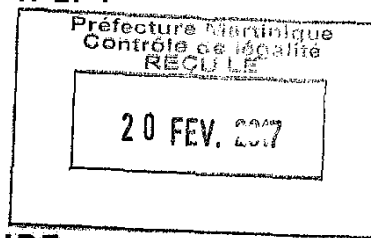
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



Annexe à la délibération n°17-27-1



LYCEE DU NORD-CARAIBE

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

ENTRE :

- ✓ **La Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par son président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, désigné ci-après par le terme :

« La Collectivité Territoriale de Martinique »,

ET :

La SODEM, représentée par son directeur général, monsieur _____, ci après désignée

« La Sodem »

VU le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par convention de mandat, en date du 12 janvier 1999, la Région Martinique, aujourd'hui la CTM, a délégué à la SODEM la maîtrise d'ouvrage de l'opération "construction du lycée du Nord-Caraïbe à Bellefontaine en application de la loi 85-704 du 12 juillet 1985, dite loi MOP.

La SODEM s'engageait à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière établis par la Collectivité.

Le maître d'ouvrage pouvait cependant à tout moment décider de modifier l'enveloppe financière prévisionnelle et/ou le programme de l'opération.

Selon le planning prévisionnel joint à la convention, la livraison des travaux était prévue en juin 2002, soit un délai pour les études et les travaux de 42 mois. Ce délai pouvait être éventuellement prolongé des retards dont le mandataire ne pouvait être tenu pour responsable.

C'est sur ces données contractuelles prévisionnelles que la SODEM a évalué sa rémunération fixée à 1.194.871,17 €

HT, soit environ 3,86 % de l'enveloppe prévisionnelle (valeur décembre 1998).

Or, dans les faits, l'opération a connu de nombreux dysfonctionnements, au point que ce ne sera qu'en décembre 2015 que la notification de la réception sera adressée aux entreprises (avec toutefois une date d'effet au 6 juin 2006).

Tant les faits que les chiffres de l'opération révèlent le bouleversement de l'économie générale de la convention de mandat et justifient la nécessité d'une rémunération pour compenser le préjudice financier de la SODEM.

La présente convention transactionnelle permettra de clôturer un différend entre le mandant et son mandataire.

I - Historique

La phase "études"

Les études ont été achevées en juin 2001 au lieu de septembre 2000, soit dix mois de plus ou une majoration de 50 % de la durée des études (20 mois initialement).

Au-delà de l'augmentation des délais, la SODEM a dû faire face à des prestations supplémentaires pour assurer le succès de l'opération. Il en est résulté un bouleversement de l'économie générale du marché et une remise en cause de son caractère forfaitaire.

En effet, divers événements mentionnés ci-dessous sont intervenus. Ils ne pouvaient être considérés comme faisant partie des phénomènes normalement prévisibles lors de la conclusion de la convention.

1) Le futur lycée était implanté dans une zone d'urbanisation future à peine définie (NA). Cela résultait d'un choix fort : participer au développement d'une région économiquement défavorisée, notamment par insuffisance d'équipement.

Il a fallu commander et animer un **ensemble d'études complètes** en vue d'obtenir les autorisations nécessaires, de réduire l'impact du lycée sur les environnements naturels et humains et d'améliorer le projet en tirant partie aux mieux des contraintes.

Diverses conventions ont été passées (ADUAM, GEODE-Université, GUEZ-CARAÏBE, SAFEGE) que la SODEM a suivi intégralement.

Cette mission a duré six mois, mobilisant à la SODEM une à deux personnes, avant de remettre les premiers résultats à la maîtrise d'œuvre, dont les études devaient avancer sans interruption.

Le permis de construire était subordonné à la modification d'un règlement du POS, à la réalisation d'un échangeur routier et d'une voie d'accès au lycée, à la création ou à l'extension des réseaux de fluides quasi inexistantes (eau potable, assainissement, électricité...), à la canalisation -sous autorisation- d'une ravine à régime torrentiel traversant le terrain d'assiette, aux mesures nécessaires pour se prémunir des effets encore mal connus des champs électromagnétiques dus aux lignes à très haute tension traversant le site (saisine du préfet et des ministères de la santé et de l'environnement) et même à l'orientation des ouvrages en raison de la proximité de l'usine d'électricité (fumées, risques d'explosion)...

La SODEM a aussi diligenté et suivi **diverses études préliminaires supplémentaires** indispensables à la réussite du projet dont certains dossiers concernant l'adduction d'eau, l'assainissement, l'accessibilité... étaient du ressort d'autres collectivités (CCNM, SCCCNO, Etat...).

La SODEM, sans ménager son temps et ses moyens, s'est muée en "pilote" et coordinateur intermédiaire entre ces collectivités pour que soient respectés les délais, les montages financiers et la cohérence de l'aménagement autour du futur lycée.

Ces missions se sont poursuivies jusqu'à la date de livraison des travaux, dans l'intérêt de l'opération.

A noter qu'en 2005 il a été déposé un permis modificatif. Avec notamment le dépôt d'un permis modificatif.

2) Recherches et mise à disposition des mesures relatives à la protection parasismique par isolation à la base.

La demande de la collectivité était une première à la Martinique, y compris pour plusieurs intervenants. L'objectif était de pouvoir disposer de bâtiments totalement opérationnels après un séisme et les phénomènes de répliques insuffisamment pris en compte par la norme PS 92.

La Collectivité avait prescrit un niveau élevé de protection (classe D, supérieure à la classe C réglementaire pour les établissements scolaires). Mais, il a été décidé en cours d'études d'aller au-delà en recourant à des fondations intégrant une isolation à la base. L'introduction de ces appuis parasismiques a donné lieu à la passation d'un avenant pour la maîtrise d'œuvre et à l'approbation d'un surcoût des travaux.

Faute de maîtrise de ces techniques par les intervenants, la SODEM a entre autres prestations organisé des séminaires de travail avec des spécialistes invités ou interrogés à cet effet.

Cette mission s'est déroulée jusqu'à l'élaboration du DCE (30 mois) et a mobilisé une personne.

3) Mise au point du programme.

Il s'agit d'un établissement nouveau et relativement sophistiqué, très complexe en matière d'hygiène et de santé et d'un niveau technologique en rapide évolution.

Il s'est agi essentiellement d'une adaptation du programme (intégrant de nouvelles et nombreuses normes ou recommandations) en vue de sa validation par le Rectorat (en particulier pour les cuisines et l'hôtellerie), la DSVS (Direction des Services Vétérinaires et Santé) et la Région notamment ses services spécialisés Education et TICE.

La SODEM a organisé la logistique de ces adaptations et en a vérifié la prise en compte par la maîtrise d'œuvre puis par les entreprises.

Elle a assuré une prestation de veille tant réglementaire que technologique autant à destination de son mandant pour confirmer le niveau d'équipement désiré que vis-à-vis de la maîtrise d'œuvre (participation sur son budget aux salons Educatec, Edutice et Sirah à Paris, tant pour les équipements que l'évolution de la pédagogie).

Cette mission s'est déroulée jusqu'à l'élaboration du DCE (30 mois) et a mobilisé deux personnes.

4) Participation au montage financier, tant pour le lycée lui-même à travers les deux DOCUP au titre de la participation du FEDER (contrôle de l'évolution des différents postes de dépenses pour maintenir le meilleur niveau de cofinancement...) que pour les infrastructures extra muros (FIRT, ARPEL, FRAFU, FCTVA...) dont il importait que la mise en service soit concomitante de celle du lycée.

La SODEM a accompli ces missions parce qu'elles étaient indispensables. Elle y a consacré des moyens importants pendant une période largement prolongée en renforçant l'équipe dédiée au lycée par deux chargés d'opération, affectés en permanence à d'autres opérations, pour traiter de thématiques particulières (mobilier dont celui conçu et

réalisé localement, concessionnaires en vue des raccordements...).

Il ne s'agit pas à proprement parler de prestations non prévues, mais de la nécessité de respecter les délais alors que l'équipe dédiée était, par ailleurs, accaparée par la procédure d'expertise qui a duré d'octobre 2002 à septembre 2012 sans discontinuer.

Cette surcapacité a entraîné des frais additionnels de gestion non facturés à l'époque. Elle a aussi mobilisé des moyens humains qui ne pouvaient être affectés à d'autres opérations, générant ainsi des pertes d'industrie, en phase études comme en phase travaux, équivalentes à la rémunération d'une opération de même importance que le lycée.

Le montant de l'indemnisation retient une prestation supplémentaire de 19 heures en moyenne par semaine en cumulé pendant 129 semaines (= 30 mois) à 32,5 € net (*) /h et un coefficient de 1,6 pour les charges et frais de société soit:

Pour la phase « études »

$$19 \times 32,5 \times 129 \times 1,6 = 127.452 \text{ €}$$

(*) 32,5 coût horaire d'un chargé d'opération

La phase « travaux »

Les travaux ont débuté en juillet / août 2001 pour une durée prévisionnelle de 22 mois, y compris le mois de préparation, soit 21 mois de chantier.

La date retenue pour la réception a été fixée au 6 juin 2006, même si une partie de l'établissement a été mise en service dès novembre 2005.

La durée du chantier proprement dit a été de 59 mois (hors préparation), soit un dépassement de 38 mois bien au-delà des difficultés généralement prévisibles.

Il est à noter qu'il n'y a pas eu de la part du maître d'ouvrage de décision d'arrêt de chantier avec neutralisation des délais.

De ce fait, la mobilisation de la SODEM a été permanente. Car l'existence de difficultés est en général plutôt génératrice de mobilisation excédentaire des moyens.

Les divers événements qui se sont succédés en cours de chantier et qui en provoqué l'allongement des délais et l'augmentation du coût ne sauraient par leur nature, leur ampleur et leurs effets conjugués relever des aléas dont la survenue est prévisible. Il suffit de comparer le montant provisionné pour « aléas » (1 676 564 €) et le surcoût constaté des travaux (3 310 462 €), soit une variation de ce poste de 97,5 %. Toutefois, les travaux supplémentaires représentent une variation de + 14,5 %.

Il y a d'abord la découverte ponctuelle d'une zone de mauvaise qualité du sous-sol des bâtiments G et H impliquant les éléments suivants : poursuite de sondages plus profonds, conception de nouvelles fondations, adaptation de la localisation des locaux du programme pour limiter les coûts, réorganisation du chantier... avec l'établissement d'avenants pour l'entreprise, la maîtrise d'œuvre.

Il y a eu ensuite la découverte, à l'occasion de la recherche sur les causes du retard dans la remise des plans EXE, que l'entreprise avait imposé un changement du principe constructif des planchers et donc des descentes de charges et qu'il était devenu impossible de revenir aux dispositions contractuelles. Cela a entraîné l'arrêt unilatéral du

chantier des bâtiments A et B et a nécessité un contrôle en vue d'un éventuel confortement. Il a même été envisagé par la maîtrise d'ouvrage la démolition des bâtiments incriminés et la reconversion de l'opération.

La SODEM s'est attachée à regrouper les intervenants pour trouver une solution de confortement qui ne compromette pas les évolutions possibles du fonctionnement de l'établissement, la solidité de l'ouvrage, les délais de construction et le coût. Là encore, le contexte de l'expertise a sensiblement compliqué la définition de la solution dans des conditions acceptables par tous les intervenants, d'où pour la SODEM un surcroît de médiation.

C'est finalement l'entreprise de gros œuvre qui a sollicité du Tribunal Administratif un **référé expertise**. Cette expertise a eu quelques effets positifs en contraignant les intervenants à communiquer et travailler ensemble. Mais outre l'importante disponibilité qu'elle exigeait, l'expertise a contribué à alourdir le fonctionnement quotidien du chantier, obligeant à une mobilisation supplémentaire de moyens pour des résultats assez faibles.

La SODEM a multiplié ses médiations jusqu'à Paris où se trouvaient l'architecte concepteur et le centre du bureau d'études techniques ainsi que les divers avocats impliqués dans la cause.

Principale victime des retards, la collectivité a dû accorder, sur justification et par **avenants ou décisions de prolongation**, des augmentations du coût des travaux ou des majorations d'honoraires aux différents intervenants.

Parallèlement à cause de la durée importante du chantier, **l'obsolescence des dispositifs techniques** (équipement informatique, matériel de cuisine d'application...) ainsi que **l'évolution des pédagogies d'enseignement**, notamment en hôtellerie, arrêtées lors des études quatre ans plus tôt, conduisaient à devoir modifier de nouveau la nature et le niveau des prestations, ce qui selon les termes de l'arrêt Babel équivalait à un changement de programme pour les honoraires des prestataires intellectuels.

Par ailleurs, la SODEM a eu à faire face aux nombreuses **défaillances d'entreprises** (sept entreprises impactant 14 lots) et à la nécessité de les remplacer, aux incapacités de certaines entreprises à gérer leurs approvisionnements en raison du manque de visibilité sur l'avancement du chantier.

Elle a suivi des travaux dont le coût et la complexité ont été augmenté en cours de chantier (+14,85 % pour les avenants de travaux et + 27,63 % pour ceux des prestataires intellectuels) suite à quelques demandes du maître d'ouvrage (essentiellement de mise à jour) et surtout suite à des cas de force majeure non prévisibles mais indispensables à la réalisation des ouvrages.

L'estimation du préjudice de la SODEM, correspondant au montant des charges exceptionnelles supportées pendant cette phase peut s'évaluer, *a minima*, à :

$$32,50 \times 253,85 \times 38 \times 1,6 = 601.600 \text{ €}$$

32,50= coût horaire chargé de mission ; 253,85= temps cumulé des chargés opération ; 38 = prolongation du chantier en mois ; 1,6= coefficient de frais

La longue gestion de l'expertise et de l'après chantier.

Dix années se sont écoulées depuis la livraison des bâtiments, marquées par les réunions d'expertise, la lecture des nombreux dires des intervenants, des rapports et conclusions de l'expert, la rédaction des dires en réponse, les réunions avec les assurances et les conseils juridiques et de nombreuses interventions pour traiter les dysfonctionnements (étanchéité, assainissement, menuiseries etc. sur une période excédant de beaucoup celle de la garantie de parfait achèvement.

La SODEM est restée mobilisée, parfois sollicitée pour préparer des dossiers en réponses aux réclamations de certaines entreprises ou prestataires intellectuels directement auprès de la collectivité ou par l'intermédiaire du tribunal.

L'indemnisation pour cette phase est estimée à :

$$950 \text{ €} \times 120 \text{ mois} \times 1,6 = 182.400 \text{ €}$$

Où 950 € représente un montant de rémunération de 13 heures/mois de chargé d'opération (temps constaté) et 1,6 de coefficient de frais.

Récapitulatif :

Le cumul des indemnisations pour les postes de préjudice s'élève à :

$$127.452 + 501.600 + 182.400 = 811.452 \text{ €}$$

Huit cent onze mille quatre cent cinquante-deux euros €

II - Règlement financier

Après négociations et concessions réciproques, les parties dans un souci de conciliation entendent en terminer avec le présent différend par l'acceptation d'une indemnisation de la SODEM au montant de **Quatre cents mille euros (400.000 euros)**.

L'instruction de cette affaire a montré :

- que les prestations ont été réalisées ;
- que la Collectivité Territoriale de Martinique a enrichi son patrimoine sans versement de la contrepartie correspondante.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Versement d'un montant d'indemnité à la SODEM

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à la SODEM, qui renonce à tous intérêts, une indemnité.

Cette indemnité s'élève à : **400 000, 00 euros (soit Quatre cents mille euros)**, et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 – Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Région ne procéderait pas dans les délais prévus au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 – Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit.

Les parties s'engagent donc, contre l'exécution de la présente convention par la Collectivité Territoriale de Martinique, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et, par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet les présentes

Fort-de-France, le LA SODEM	La maîtrise d'ouvrage Fort-de-France, le dûment habilité par délibération n° du
------------------------------------	--

Reçu notification, le

Le titulaire,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 23 FEV. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-28-1

**PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE
LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE
DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES**

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1: L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 22 novembre au 31 décembre 2016.

ARTICLE 2: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 FEV. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-29-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À
L'ASSOCIATION AIDES TERRITOIRE D'ACTION MARTINIQUE**

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de sept mille euros (7.000,00 €) à l'association AIDES Territoire d'Action Martinique pour son programme d'actions dans la lutte contre le VIH/SIDA au titre de l'exercice 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL

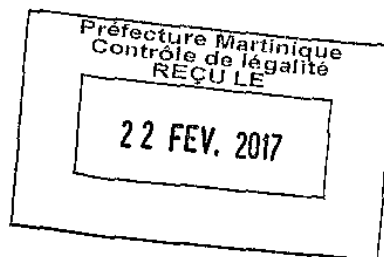
ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N° 17-29-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PRÉVENTION SANITAIRE
CELLULE SUBVENTIONS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

**L'ASSOCIATION AIDES TERRITOIRE D'ACTION
MARTINIQUE.**

- ✓ Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ Vu la demande de subvention en date du 19 avril 2016 présentée par l'association AIDES Territoire d'Action Martinique ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de 7.000,00 € à l'association AIDES Territoire d'Action Martinique.

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION AIDES TERRITOIRE D'ACTION MARTINIQUE

Domiciliée 88 rue Victor Sévère– 97200 FORT DE FRANCE
Représentée par Monsieur _____, son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Aides Territoire d'Action Martinique fondée le 13 mars 1988 regroupe des personnes physiques et des personnes morales ayant pour but :

- D'identifier et de faire connaître l'ensemble des besoins des personnes touchées par l'infection au VIH ou toute infection s'y rapportant ;
- De venir en aide aux personnes touchées par l'infection au VIH et à leur entourage, pour répondre à leurs besoins sociaux, médicaux, psychologiques, juridiques, financiers et moraux ;
- De concourir à la réforme du système sanitaire et social à partir des expérimentations ou des revendications portées par l'association ;
- De mener toutes actions visant à la transformation des pratiques, des structures ou des réglementations dès lors qu'elles constituent une entrave à la lutte contre l'épidémie du VIH et aux besoins des personnes qui s'expriment à AIDES ;
- De mener des actions de solidarité internationale, notamment en aidant au développement des organisations non gouvernementales de lutte contre le Sida et des groupes communautaires, français et étrangers ;
- De mener des actions de formation en lien avec son objet.

L'association AIDES Territoire d'Action Martinique s'engage à respecter l'identité culturelle, la sexualité, le mode de vie, les appartenances idéologiques et les choix thérapeutiques de chacun. Espace libre de confrontation d'idées, gage de non-jugement, de confidentialité et d'anonymat, l'association « AIDES Martinique » est indépendante de toute famille religieuse, morale, politique ou scientifique.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'association AIDES Territoire d'Action Martinique pour son programme d'actions, au titre de l'exercice 2016.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à **337.296,00 €**.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association AIDES Territoire d'Action Martinique, une subvention d'un montant de **7.000,00 €**, pour son programme d'actions, au titre de l'exercice 2016.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **7.000,00. €**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera de la manière suivante :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **7.000,00 €** en une seule fois, à compter de la date de notification de la présente convention.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la

Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscritra toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

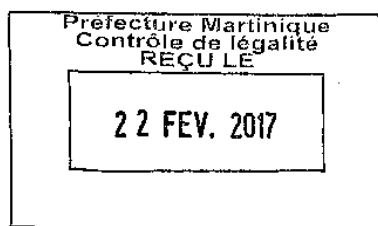
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 FEV. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-30-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA TOLÉRANCE, LE TRAITEMENT, LA RÉINSERTION, L'AIDE ET L'INFORMATION DES TOXICOMANES ET DE LEURS FAMILLES (ATTRAIT)

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 2 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de deux mille cinq cents euros (2 500,00 €) à l'Association pour la Tolérance, le Traitement, la Réinsertion, l'Aide et l'Information des Toxicomanes et de leurs familles (ATTRAIT) pour leur permettre de poursuivre leur action d'utilité sociale, au titre de l'exercice 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application ou d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-Françoise TOUL

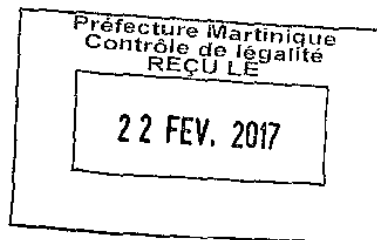


ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N° 17-30-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

Collectivité Territoriale de Martinique
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PRÉVENTION SANITAIRE
CELLULE SUBVENTIONS



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Représentée par son Président

Et

**L'ASSOCIATION POUR LA TOLERANCE, LE TRAITEMENT,
LA REINSERTION, L'AIDE ET L'INFORMATION
DES TOXICOMANES ET DE LEURS FAMILLES (ATTRAIT).**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 12 mai 2016 présentée par l'Association pour la Tolérance, le Traitement, la Réinsertion, l'Aide et l'Information des Toxicomanes et de leurs Familles (ATTRAIT) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de 2.500,00 € à l'Association pour la Tolérance, le Traitement, la Réinsertion, l'Aide et l'Information des Toxicomanes et de leurs Familles (ATTRAIT).*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre -- 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION POUR LA TOLÉRANCE, LE TRAITEMENT, LA RÉINSERTION, L'AIDE ET L'INFORMATION DES TOXICOMANES ET DE LEURS FAMILLES (ATTRAIT)

Domiciliée à l'Ex Hôpital Clarac – Boulevard Pasteur – 97200 FORT DE FRANCE
Représentée par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Créée en 1996, l'Association pour la Tolérance, le Traitement, la Réinsertion, l'Aide et l'Information des Toxicomanes et de leurs Familles (ATTRAIT) dont la mission fondamentale, depuis vingt ans, est de soutenir les familles de consommateurs de drogues poursuit, avec détermination, son action sur le territoire de la commune et, a pour objet :

- D'Aider et soutenir les familles concernées par le fléau de la drogue,
- D'Engager des actions d'information,
- De Soigner les parents, les familles,
- De Guider les familles vers la structure la plus appropriée aux malades,
- D'Amener les familles au rétablissement afin d'inciter les malades à se faire soigner et à retrouver leur statut de citoyen,
- De développer des actions de solidarité vers les familles en souffrance et recréer le lien social sur les lieux de vie.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association pour la Tolérance, le Traitement, la Réinsertion, l'Aide et l'Information des Toxicomanes et de leurs Familles (ATTRAIT), pour leur permettre de poursuivre leur action d'utilité sociale, au titre de l'exercice 2016.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 33.350,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association pour la Tolérance, le Traitement, la Réinsertion, l'Aide et l'Information des Toxicomanes et de leurs Familles (ATTRAIT), une subvention d'un montant de 2.500,00 €, au titre de l'exercice 2016.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;

- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité

Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **2.500,00 €**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera de la manière suivante :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **2.500,00 €** en une seule fois, à compter de la date de notification de la présente convention.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 MARS 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-31-1

PORTANT MISE EN OEUVRE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU DISPOSITIF D'AUTORISATION DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (SAAD)

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale ; gérontologie, personnes en situation de handicap, le 3 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est décidé de mettre en oeuvre et d'intégrer au règlement d'aide sociale de la Collectivité Territoriale de Martinique le nouveau cadre juridique applicable aux services d'aide et d'accompagnement à domicile tel que défini dans la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et les décrets 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des SAAD et n°2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration.

ARTICLE 2 : Est autorisée la mise en place transitoire jusqu'au 31 décembre 2022 d'une commission consultative chargée de se prononcer sur les demandes d'autorisation, d'extension et de retrait des services d'aides et d'accompagnement à domicile. À compter du 1^{er} janvier 2023, les demandes d'autorisation seront soumises à la procédure d'appel à projet conformément au V de l'article 47 de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

ARTICLE 3 : Est approuvée la composition de la commission mentionnée à l'article 2 comme suit :

- le conseiller exécutif chargé des affaires sociales, sanitaires et des solidarités,
- trois (3) membres de la commission action sociale, gérontologie, personnes handicapées,
- des administratifs de la direction chargée des solidarités.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer les arrêtés d'autorisation et d'habilitation des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) et à prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure liée à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

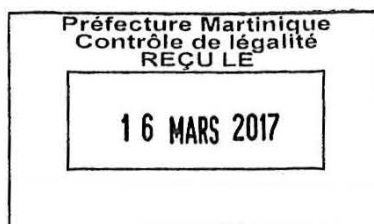
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-32-1

PORTANT VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE LA MARTINIQUE AU FINANCEMENT DE LA « MÉTHODE D'ACTION POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES D'AIDE ET DE SOINS DANS LE CHAMP DE L'AUTONOMIE » (MAIA) AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CP/162-11 du 17 février 2011 relative à la mise en place d'une Maison de l'Autonomie et de l'Intégration des Malades Alzheimer (MAIA) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la convention pluriannuelle 2015-2017 CV 00854 du 9 novembre 2015 pour l'installation et le financement d'un dispositif d'intégration « Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie » (MAIA) ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 3 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'un avenant à la convention pluriannuelle 2015-2017 CV 00854 du 9 novembre 2015 pour l'installation et le financement d'un dispositif intitulé « Méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie » (MAIA) et relatif à son financement en 2016. Ledit avenant a pour objet de permettre le reversement de la participation de l'Agence Régionale de Santé qui s'élève à deux cent quatre vingt mille euros (280 000 €) à la Société Martiniquaise de Gérontologie et de Gériatrie (SMGG) qui assure la gestion quotidienne de la MAIA.

ARTICLE 2 : La recette correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'avenant mentionné à l'article 1 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17- 32-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique

**Avenant Modificatif à la convention
pluriannuelle 2015-2017
pour l'installation et le financement
d'un dispositif d'intégration MAIA**

Entre

L'Agence Régionale de Santé de Martinique

Établissement public à caractère administratif

N° SIRET : 130 007 883 00015

Dont le siège est situé : Centre d'Affaires « AGORA » - ZAC de l'Etang Z'Abricot -
Pointe des Grives - BP 656 - 97263 Fort-de-France Cedex

Représentée par son Directeur Général, Monsieur
ci-après désignée « l'ARS Martinique »,

D'une part,

Et

La Collectivité Territoriale de Martinique

Statut juridique : Collectivité territoriale

N° SIREN : 2000 557 07

Désignée comme porteur du site MAIA de Martinique,

Dont le siège est situé : Rue Gaston Defferre CS 3137
97201 Fort-de-France Cedex

Représentée par son Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
ci-après désignée « le porteur du site MAIA »

D'autre part,

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abricot - Pointe des Grives
B.P. 656 - 97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.96.39.42.43 - Fax 05.96.60.60.12
ars-martinique-secretarlat-direction@ars.sante.fr
www.ars.martinique.sante.fr/

Siège
Rue Gaston-Defferre
CS 3137
97201 Fort-de-France Cedex
tél. : 05 96 59 63 00
courrier@collectivitedemartinique.mq
www.collectivitedemartinique.mq

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L.113-3 donnant une base légale aux dispositifs d'intégration MAIA et l'article L.14-10-5 du même code prévoyant leur financement dans le budget de la CNSA ;
- Vu le code de la santé publique et articles L.1431-2 et L.1432-6 concernant les compétences et missions des ARS ainsi que leur budget ;
- Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- Vu la convention pluriannuelle 2015-2017 pour l'installation et le financement d'un dispositif d'intégration MAIA du 09 décembre 2015 ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Le paragraphe 2 de l'article 4 de la convention précitée, relatif aux « Dispositions financières » est ainsi complété comme suit :

« le financement du site MAIA par l'ARS MARTINIQUE est arrêté à la somme 280 000,00 €

(Deux cent quatre-vingt mille euros) dont :

- **100 000 € pour le financement du pilote et des dépenses afférentes à l'activité du pilote**
- **180 000 € pour le financement des trois gestionnaires de cas de la MAIA ».**

Article 2 :

Les coordonnées bancaires du porteur de la MAIA sont modifiées comme suit :

RIB				
code banque	code guichet	n° de compte	cle1	
30001	00064	3J130000000	25	
IBAN				
FR16	3000	1000	0000	25

Article 3 :

Le reste de la convention demeure inchangé.

Fait à Fort-de-France, en trois exemplaires originaux, le

Pour l'ARS Martinique

Pour le porteur du site MAIA

le Directeur général de l'ARS

**le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Vu le Contrôleur financier de l'ARS



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-33-1

PORTANT RECONDUCTION DU DISPOSITIF CADRE DE L' ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA) MISE EN OEUVRE DE LA RÉFORME DE L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE MISE EN PLACE DE TARIFS DIFFÉRENCIÉS

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CP/361-02 du 2 mai 2002 instaurant l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;



Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap, le 3 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée la mise en oeuvre et l'intégration au règlement d'aide sociale de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositions nouvelles réformant l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) introduites par la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

ARTICLE 2 : Est approuvée l'application à compter du 1^{er} avril 2017 de deux (2) tarifs de référence pour le paiement de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile :

- Mode emploi direct et mode mandataire : 10,64 € de l'heure (indexé sur le SMIC horaire) ;
- Mode prestataire : 13 € de l'heure.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

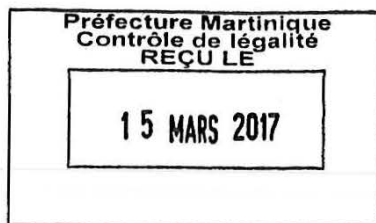
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-34-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT FORMULÉE À L'ASSOCIATION « LA SAINTE FAMILLE » POUR L'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU CENTRE SOCIO-ÉDUCATIF « HUBERT MONTLOUIS » (MECS ET POUPONNIÈRE) DE GASCHETTE

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n°CG/88-15 du 29 octobre 2015 approuvant l'autorisation de programme d'un montant de 350 000 € pour l'accompagnement des travaux de rénovation et de reconstruction des locaux du centre socio-éducatif de Gaschette géré par l'association « La Sainte-Famille » dans le cadre de la décision modificative n°1 de l'exercice 2015 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de Martinique n°CP/913-15 du 22 octobre 2015 attribuant une subvention d'un montant de 55 000 € à l'association « La Sainte-Famille » pour le financement partiel des opérations d'investissement du centre socio-éducatif de Gaschette « Hubert MONTLOUIS » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;
Considérant que les membres de l'Assemblée de Martinique administrateurs au sein de la structure n'étaient pas présents et n'ont pas participé au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidé un financement à hauteur de deux cent quatre vingt quinze mille euros (295 000 €), des opérations d'investissement du Centre Socio-éducatif de Gaschette «Hubert MONTLOUIS» géré par l'association « LA SAINTE FAMILLE » à savoir :

- la réfection de la pouponnière et la réhabilitation des locaux de l'unité de vie des filles;
- la reconstruction du bâtiment administratif suite à son désamiantage;
- l'acquisition d'un groupe électrogène.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique, dans le cadre de l'Autorisation de Programme «Travaux de rénovation et de reconstruction des locaux du Centre Socio-Educatif de Gaschette géré par l'association « LA SAINTE FAMILLE» et inscrite en crédits de paiement.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

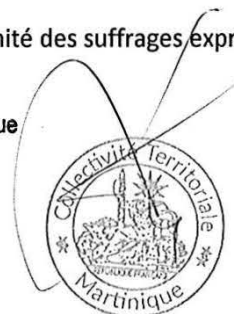
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

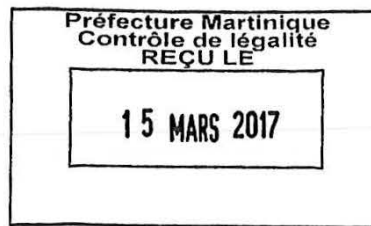
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-34-1

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Fort-de-France, le

CONVENTION N°

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président**

Et

**L'ASSOCIATION « LA SAINTE FAMILLE »
Gestionnaire Centre Socio-Educatif de Gaschette
« HUBERT MONTLOUIS »
Représentée par son Président**

- 1 -

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222-6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, R.314-105 et R.314-181 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu les demandes de subventions formulées par l'association « La Sainte Famille » pour l'accompagnement des programmes d'investissements du Centre Socio-Educatif « Hubert MONTLOUIS », en date du 31 octobre 2012, du 4 décembre 2013 et du 28 juillet 2014 ;*
- ✓ *Vu la délibération de la Commission Permanente de Conseil Général n° CP/913-15 du 22 octobre 2015 portant attribution d'une subvention d'un montant de 55 000€ à l'association « LA SAINTE-FAMILLE » pour le financement partiel des opérations d'investissement du centre socio-éducatif de Gaschette « Hubert MONTLOUIS » ;*
- ✓ *Vu la délibération de la Commission Permanente de Conseil Général n° CG/88-15 du 29 octobre 2015 approuvant l'autorisation de programme d'un montant de 350 000€ pour l'accompagnement des travaux de rénovation et de reconstruction des locaux du centre socio-éducatif de Gaschette géré par l'association « LA SAINTE-FAMILLE » ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du portant attribution d'une subvention d'un montant de deux cent quatre vingt quinze mille euros (295 000 €) à l'association « LA SAINTE-FAMILLE » pour le financement partiel des travaux de rénovation et de reconstruction des locaux du centre socio-éducatif de Gaschette « Hubert MONTLOUIS » ;*

- 2 -

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé
une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Deferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité
à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du

D'une part,

ET

L'Association « LA SAINTE FAMILLE »

Gestionnaire du Centre Socio-Educatif « Hubert MONTLOUIS »

Plateau Gaschette

97231 LE ROBERT

Représenté par son Président, Monsieur

N° Siret :

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Aussi, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs notamment en matière de placement en institution, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à l'amélioration des conditions d'hébergement du public accueilli.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'association « LA SAINTE-FAMILLE » pour le financement des travaux de rénovation et de reconstruction des locaux du Centre Socio-Educatif de Gaschette « Hubert MONTLOUIS », dont le détail est précisé comme suit :

- *réfection de la pouponnière, et la réhabilitation des locaux de l'unité de vie des filles ;*
- *reconstruction du bâtiment administratif suite à son désamiantage ;*
- *acquisition d'un groupe électrogène.*

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation des actions aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, le Département a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une aide financière pour 2016 d'un montant de **295 000€**.

Cette subvention sera exécutée dans le cadre d'une autorisation de programme, prévue à hauteur de **350 000€** sur 2 ans de 2015 à 2016.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'association LA SAINTE FAMILLE

L'association LA SAINTE FAMILLE doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation des opérations d'investissement du Centre Socio-Educatif « Hubert MONTLOUIS » par l'attribution d'une subvention à l'association « LA SAINTE FAMILLE ».

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer l'aide, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale **d'un an** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir les opérations d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **295 000 €** (*deux cent quatre-vingt quinze mille euros*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- Les factures acquittées et certifiées par l'expert-comptable;
- le rapport final de réalisation des travaux (accompagné le cas échéant du procès-verbal de réception des travaux);
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Le versement sera effectué sur le compte de l'association La Sainte-Famille selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte :
- Domiciliation :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

- 5 -

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'association La Sainte-Famille devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

Le Président de l'association
« LA SAINTE FAMILLE » gestionnaire du
Centre Socio-Educatif « Hubert MONTLOUIS »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **13 MARS 2017**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-35-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SMHLM DANS LE CADRE DE TRAVAUX À LA MAISON DE RETRAITE LE LOGIS SAINT-JEAN

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 janvier 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Société Martiniquaise d'HLM une subvention de trois cent cinquante mille euros (350 000 €) dans le cadre du financement de l'opération de la reconstruction partielle et de l'extension de la capacité de la maison de retraite « Le Logis Saint-Jean », gérée par l'association « Le Logis Saint-Jean », sise à Rivière-Salée.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



Annexe à la délibération n°17- 35-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

LA SOCIETE MARTINICAISE D'HLM
Représentée par son Président

- 1 -

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222-6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1-7, R.314-105 et R.314-181 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention d'investissement en date du 16 mars juin 2016 présentée par la Société Martiniquaise d'HLM en vue du financement de l'opération « reconstruction – extension » de la Maison de Retraite « Logis Saint-Jean » sise sur le territoire de la Ville de Rivière Salée ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de trois cent cinquante mille euros (350 000 €) à la Société Martiniquaise d'HLM en vue du financement de l'opération « reconstruction – extension » de la Maison de Retraite « Logis Saint Jean » sise sur le territoire de la ville de Rivière-Salée ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015

D'une part,

ET

La Société Martiniquaise d'HLM

Immeuble Tempo – Voie 13

Jambette – Beauséjour

97200 FORT DE FRANCE

Représenté par sa Président **Monsieur**

N° Siret :

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Dans le cadre de sa compétence en matière de solidarité en faveur des personnes âgées, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à l'amélioration des conditions de vie et de prise en charge des personnes accueillies en institution.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à la Société Martiniquaise d'HLM pour l'opération « Reconstruction – Extension » de la Maison de Retraite « Logis Saint-Jean » sise sur le territoire de la Ville de Rivière Salée.

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à la société dans le cadre de ses missions de service public.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ La Société Martiniquaise d'HLM

La Société Martiniquaise d'HLM doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement par l'attribution d'une subvention à la Société Martiniquaise d'HLM, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de **trois ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **350 000,00 € (trois cent cinquante mille euros)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** sur présentation de l'attestation de démarrage des travaux, à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties ;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- Un état récapitulatif des factures acquittées, pour la construction du bâtiment, certifié par l'expert-comptable de la SM HLM;
- le rapport final de réalisation des travaux (accompagné du procès-verbal de réception des travaux) ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de la Société Martiniquaise d'HLM selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte :
- Domiciliation :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La dépense sera imputée au chapitre 904 - du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

- 5 -

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, la Société Martiniquaise d'HLM devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

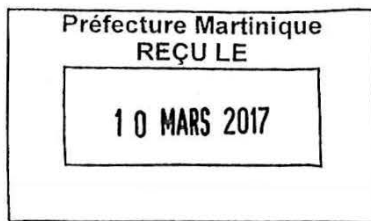
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif De Martinique

La Présidente
de la Société Martiniquaise d'HLM

- 7 -



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-36-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL « CAEFP LA CLAIRIÈRE »

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°52-163/1/2 du 29 avril 1952 autorisant l'Association Martinicaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence à créer un Centre d'Actions Educatives et de Formations Professionnelles « La Clairière » au quartier Fonds d'Or à Ducos ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la demande de subvention présentée par l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (A.M.S.E.A) pour la réalisation de travaux de sécurisation et de réhabilitation de la Maison d'Enfants à Caractère Social « C.A.E.F.P La Clairière » ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent soixante mille euros (160 000 €) à l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence pour la mise en oeuvre du programme d'investissement de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) dénommée Centre d'Actions Éducatives et de Formations Professionnelles « La Clairière ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités suivantes :

- 1^{er} acompte de 30% à la signature par les deux parties de la convention fixant les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention mentionnée à l'article 1 et au vu des factures proformas ;
- 2^{ème} acompte de 40% sur présentation d'un état d'avancement des travaux à hauteur de 60% de réalisation ;
- le solde à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives précisées par la convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention fixant les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention octroyée et tout acte tout nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^{ème} Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-36-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA SAUVEGARDE
DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE
(A.M.S.E.A)
Gestionnaire de la Maison d'Enfants à Caractère Social
« C.A.E.F.P La Clairière »**

- 1 -

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;
- ✓ **Vu** l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
- ✓ **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;
- ✓ **Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, R.314-105 et R.314-181;
- ✓ **Vu** la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;
- ✓ **Vu** l'arrêté préfectoral n° 52-163/1/2 du 29 avril 1952 autorisant l'Association Martiniquaise Pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence à créer un Centre d'Actions Educatives et de Formations Professionnelles « La Clairière » au quartier Fonds d'Or à Ducos ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 1^{er} juin 2016 présentée par l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du Portant attribution d'une subvention d'un montant cent soixante mille euros (160 000,00 €) à l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence pour la mise en œuvre du programme d'investissement de la Maison d'Enfants à Caractère Social «C.A.E.F.P La Clairière » ;

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015,**

D'une part,

ET

L'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence

Gestionnaire de la Maison d'Enfants à Caractère social dénommée Centre d'Actions Educatives et de Formations Professionnelles « *La Clairière* »

Fond d'Or

97224 DUCOS

Représentée par sa Présidente, **Madame**

N° Siret : 313 987 992 00010

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Aussi, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs notamment en matière de placement en institution, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à l'amélioration des conditions d'hébergement du public accueilli.

- 3 -

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence au titre du programme d'investissement de la Maison d'Enfants à Caractère Social dénommée Centre d'Actions Educatives et de Formations Professionnelles « La Clairière ».

Il est destiné à l'amélioration des conditions de d'hébergement du public accueilli et à la sécurisation du site.

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (A.M.S.E.A)

L'Association doit :

- Se conformer au formalise et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utilisation la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement par l'attribution d'une subvention à l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (A.M.S.E.A), dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de **trois ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **160 000,00 €** (*cent soixante mille euros*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- 1^{er} acompte de 30 % à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proformas ;
- 2^{ème} acompte de 40 % sur présentation d'un état d'avancement des travaux à hauteur de 60% ;
- le solde à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives précisées par la convention ;

Les pièces justificatives sont :

- Les factures acquittées;
- Un état récapitulatif des factures daté et certifié par l'expert-comptable;
- le rapport final de réalisation des travaux (accompagné le cas échéant du procès-verbal de réception des travaux) ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de la Maison d'Enfants à Caractère Social dénommée Centre d'Actions Educatives et de Formation Professionnelle « **LA CLAIRIERE** » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : AMSEA - CAEFP
- Domiciliation : BRED

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10107	00622	00036035729	29

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

- 5 -

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association Martiniquaise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

La Présidente de l'Association Martiniquaise
pour la Sauvegarde de l'Enfance
et de l'Adolescence (A.M.S.E.A)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-37-1

PORTANT PASSATION D'UN AVENANT N°4 À LA CONVENTION RELATIVE À LA GESTION DE L'AIDE PERSONNALISÉE DE RETOUR À L'EMPLOI (APRE)

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 2 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1: Est approuvée la passation d'un avenant n°4 à la convention relative à la gestion de l'Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi en Martinique (APRE). Ledit avenant a pour objet la prolongation de la durée initiale de la convention mentionnée.

ARTICLE 2: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'avenant mentionné à l'article 1, ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N° 17-37-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique



**AVENANT N° 4 À LA CONVENTION DU 15 NOVEMBRE 2011 RELATIVE
À LA GESTION DECONCENTRÉE DU DISPOSITIF APRE
POUR 2015-2016**

Entre

L'ÉTAT, PAR LA PRÉFECTURE DE LA MARTINIQUE – 80 RUE VICTOR SÉVÈRE – 97262 FORT DE FRANCE,
REPRÉSENTÉ PAR MONSIEUR Fabrice RIGOULET-ROZE PRÉFET DE MARTINIQUE,

Et,

L'Agence de Services et de Paiement, établissement public à caractère administratif (SIRET n° 130 006 372 00242), dont le siège social est situé 2 rue Maupas à Limoges, représenté par Monsieur
, en qualité de Président directeur général, ci-après dénommée l'ASP,

La Collectivité Territoriale de Martinique, représenté par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du
Conseil Exécutif de Martinique

Et,

Le Pôle Emploi de Martinique, représenté par Monsieur Directeur Régional,

Et,

La Caisse d'Allocations Familiales, représentée par Monsieur

Il a été convenu ce qui suit.

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

Article 1 :

Le présent avenant prolonge la convention jusqu'au 30 juin 2016.

Article 2 :

Fait à Fort de France, en 8 exemplaires originaux, le ...

Le Président Directeur Général de l'Agence de services et de paiement et par délégation, le Directeur Régional

M. Fabrice RIGOULET-ROZE

M.

Le Président du Conseil exécutif de Martinique

La Directeur Régional du Pôle Emploi en Martinique

M. Alfred MARIE-JEANNE

r/M. A

Le Président de la mission locale MARTINIQUE
MISSION LOCALE NORMANDE
Imprime de la Mutualité - Quartier Cils Lacroix
D7231 - LE ROBERT
SIRET : 391 824 158 000 11 - APE : 8899D
TEL : 0396 65 47 20 - FAX : 0396 65 46 13
M. Michel BOUTIER martinique@orange.fr

Directeur Régional Adjoint
La Présidente de la mission locale du Centre

Mme

La Présidente de la mission locale de l'espace sud

MISSION LOCALE ESPACE SUD

1er, 31 Rue du Général de Gaulle - 97215 RIVIERE SALÉE
 TEL : 0596 38 27 80 / 0596 68 40 47 - 0596 68 40 47
 SIRET : 492 942 636 000 76 - APE 8810C

 **Milcem**
Société de transport et d'énergie
MILCEM - Direction Générale
54 chemin des Châtaigniers - Acajou
97132 LE LAMENTIN
Tél : 0596 58 92 83 / Fax : 0596 58 99 83
SIRET : 492 225 396 063 70



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : 23 FEV. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-38-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
À LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL « LA RUCHE »
GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE »**

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de subvention d'investissement formulée en date 23 février 2016, par l'association « LA RUCHE », pour la sécurisation du site de la Maison d'Enfants à Caractère Social « LA RUCHE » ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;
Considérant la nécessité de renforcer la sécurité des locaux de la MECS «LA RUCHE» compte-tenu de l'accroissement des situations à risque pour l'intégrité physique ou moral des jeunes accueillis et des salariés de l'établissement ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé le financement par la Collectivité Territoriale de Martinique à hauteur de deux cent mille euros (200 000 €) des travaux à réaliser pour le renforcement de la sécurité du site de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) «LA RUCHE».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

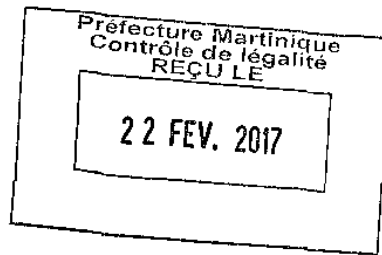


Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-38-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



CONVENTION N°

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représenté par le Président du Conseil Exécutif**

Et

**L'ASSOCIATION «LA RUCHE »
gestionnaire
de la Maison d'Enfants à Caractère Social « LA RUCHE »
Représentée par son Président**

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 107 ;
VU la Décision de la Commission 2005-842 CE du 28 novembre 2005 ;
VU l'encadrement communautaire 2005/C/29704 du 28 novembre 2005 des aides d'Etat sous forme de compensations de service public ;
VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République ;
VU la loi n°96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales portant notamment sur le devoir de contrôle de la collectivité territoriale (article L 1611-4) ;
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
VU l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;
VU la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, président de l'assemblée de Martinique ;
VU la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, président du conseil exécutif de Martinique ;
VU la demande de subvention d'investissement formulée en date du 23 février 2016 par l'Association « LA RUCHE » pour la sécurisation du site de la Maison d'Enfant à Caractère Social « LA RUCHE » dont elle assure la gestion ;
VU la délibération n° portant attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 200 000 € à l'Association « LA RUCHE » pour la sécurisation du site de la Maison d'Enfant à Caractère Social « LA RUCHE » ;

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston DEFERRE

CS 30137

97201 FORT DE FRANCE

Représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association « LA RUCHE »

Gestionnaire de la MECS « LA RUCHE »

114, Route de Moutte

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, Monsieur

N° Siret : 314 291 782 000 14

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

PREAMBULE

Dans l'intérêt public local, la Collectivité Territoriale de Martinique mène une politique de prévention et de protection de l'Enfance sur son territoire. Sa mise en œuvre est confiée au service de l'Aide Sociale à l'Enfance – ASE (cf. art L.221-1 du CASF).

Aussi, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs en difficulté sociale, la collectivité a décidé d'accompagner plusieurs acteurs locaux œuvrant aux côtés de l'ASE.

Parmi ces acteurs, la MECS « LA RUCHE » assure en internat complet, la prise en charge des jeunes filles mineures de 6 à 18 ans confiées à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) par décision administrative ou judiciaire au titre de l'assistance éducative.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'association « LA RUCHE » pour la sécurisation du site de la Maison d'Enfant à Caractère Social « LA RUCHE ».

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

L'association « LA RUCHE » doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement de la Maison d'Enfant à Caractère Social « LA RUCHE » par l'attribution d'une subvention à l'association « LA RUCHE » qui en assure la gestion.

La Collectivité Territoriale de Martinique n'attend aucune contrepartie directe de cette aide et n'est pas à l'origine de l'opération. Elle s'oblige à attribuer l'aide, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 2 ans et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de 200 000,00 € (Deux cent mille euros)

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- 80 000 € à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- le solde de 120 000 € à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- factures acquittées attestées par l'expert-comptable;
- compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Le versement sera effectué sur le compte de l'association LA RUCHE selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : LA RUCHE
- Domiciliation : BRED BANQUE POPULAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10107	00167		75

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget territorial.

Toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de l'exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention. Sur demande de la Collectivité, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action.

En cas de violation de ce principe, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé, la collectivité pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention territoriale précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

*Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique*

*Le Président de l'Association
« LA RUCHE » gestionnaire
de la Maison d'Enfant à Caractère Social
« LA RUCHE »*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 23 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-39-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION SOINS SUD CARAÏBE MARTINIQUE (ASSCAM) POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ET L'ÉQUIPEMENT DU CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES À SAINTE-LUCE

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu l'arrêté conjoint (PCG/DGARS) n°04113 du 16 décembre 2015 portant autorisation de création d'un centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité d'accueil de 12 places sur le territoire de proximité du Sud de la Martinique géré par l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (ASSCAM) ;

Vu la demande de subvention d'investissement en date du 04 octobre 2016 de l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique pour la mise en conformité et l'équipement du centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes sis sur le territoire de la commune de Sainte-Luce ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 3 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de soixante mille euros (60 000 €) à l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (ASSCAM) pour la mise en conformité et l'équipement du centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes sis sur le territoire de la commune de Sainte-Luce.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature de la convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- le solde à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

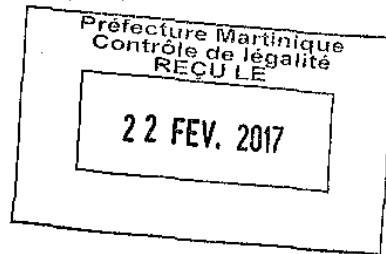
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-Françoise TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-39-1



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION SOINS SUD CARAIBE MARTINIQUE
(A.S.S.M.CA.M)
Gestionnaire du Centre d'Accueil de Jour
Autonome pour personnes âgées dépendantes
de SAINTE-LUCE

- 1 -

- ✓ Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;
- ✓ Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
- ✓ Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222-6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;
- ✓ Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, R.314-105 et R.314-181 ;
- ✓ Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- ✓ Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;
- ✓ Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;
- ✓ Vu l'arrêté conjoint PCG/DGARS n° 4113 du 16 décembre 2015 portant autorisation de création d'un centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité d'accueil de 12 places sur le territoire de proximité du Sud de la Martinique par l'Association de Soins Sud Caraïbe Martinique (A.S.S.C.A.M) ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ Vu la demande de subvention en date du 4 octobre 2016 présentée par l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (A.S.S.C.A.M) ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du Portant attribution d'une subvention d'un montant soixante mille euros (60 000,00 €) à l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique pour la mise en conformité et l'équipement en mobiliers du Centre d'Accueil de Jour autonome pour personnes âgées dépendantes sis sur le territoire de la ville de Sainte-Luce ;

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

- 2 -

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité
à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015,

D'une part,

ET

L'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (A.S.S.C.A.M)

Gestionnaire du Centre d'Accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes

Résidence les Olympiades – Bâtiment B, RDC

97228 SAINTE LUCE

Représenté par son Président, Monsieur

N° Siret : 498 255 421 00014

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La politique en faveur des personnes âgées constitue une priorité de l'action publique qui vise à accompagner le maintien à domicile des personnes âgées par la diversification de l'offre en accueil de jour.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Aussi, en qualité de chef de file en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées dans le cadre de structures adaptées.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

- 3 -

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (A.S.S.C.A.M) en vue de la mise en conformité et à l'équipement du Centre d'Accueil de Jour pour personnes âgées dépendantes sis au quartier Lafitte – 97228 SAINTE-LUCE.

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (A.S.S.C.A.M)

L'Association doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement par l'attribution d'une subvention à l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique (A.S.S.C.A.M), dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de trois ans et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de 60 000,00 € (soixante mille euros).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- Le solde à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- ✓ Les factures acquittées ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- un état récapitulatif des dépenses réalisées et financées, attesté par l'expert-comptable.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : ASSCAM
- Domiciliation : Crédit Mutuel Sainte Luce

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
16159	05337	-----	88

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

- 5 -

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association Soins Sud Caraïbe Martinique devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscritra toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

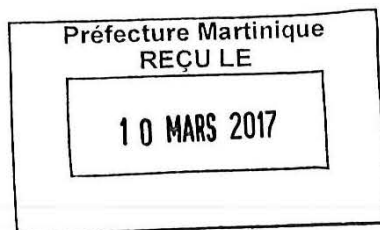
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

Le Président de l'Association Soins Sud Caraïbe
Martinique (A.S.S.C.A.M)

- 7 -



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉLIBÉRATION N° 17-40-1

PORTANT PROLONGATION DU DISPOSITIF DE TITULARISATION DE LA LOI DU 12 MARS 2012 DITE « LOI SAUVADET »

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique dite « loi Sauvadet », notamment son article 17 ;

Vu le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par le Comité Technique le 23 décembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-446-1 du 16 décembre 2016, est abrogée et remplacée par la présente délibération.

ARTICLE 2 : Est approuvé le programme annuel d'accès à l'emploi titulaire pour la période du 11 janvier 2017 au 30 juin 2017.

ARTICLE 3 : La dépense de fonctionnement est imputée sur les crédits inscrits aux chapitres 930 et 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision et signer les actes et documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-41-1

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DE M. PHILIPPE JOSEPH, INTERVENANT TECHNIQUE ET REPRÉSENTANT DU CONSEIL RÉGIONAL À LA CONFÉRENCE SUR LA BIODIVERSITÉ DU 20 OCTOBRE 2015

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2538-1 portant représentation de la Collectivité à la conférence sur la biodiversité organisée à Bruxelles le 20 octobre 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), le transports et les sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'objet de la délibération n°15-2538-1 du Conseil Régional de Martinique portant représentation de la Collectivité à la conférence sur la biodiversité organisée à Bruxelles le 20 octobre 2015 est modifié comme suit : La mention : « le Député Européen Maurice PONGA » est remplacée par la mention : « Monsieur Philippe JOSEPH ».

ARTICLE 2 : L'article 1 de la délibération n° 15-2538-1 du Conseil Régional de Martinique est modifié comme suit : La mention : « le Député Européen M. Maurice PONGA » est remplacée par la mention : « Monsieur Philippe JOSEPH ».

ARTICLE 3 : L'article 3 de la délibération n° 15-2538-1 du Conseil Régional de Martinique est modifié comme suit : « La dépense correspondante est imputée au chapitre 930-028, article 6245 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique sur présentation des pièces justificatives ».

ARTICLE 4 : Les autres dispositions de la délibération n°15-2538-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

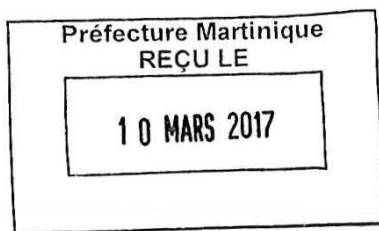
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-42-1

PORTANT MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE VIDÉO PROTECTION SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU GROS-MORNE

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;
Vu l'avis de la commission commission BTP, équipements et Réseaux Numériques le 3 février 2017 ;
Considérant que le Maire du Gros-Morne, conseiller à l'Assemblée de Martinique n'a pas assisté au vote ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatre euros (24 284,00) à la ville du Gros-Morne pour l'implantation d'un dispositif de vidéo-protection sur son territoire communal.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les versements sont effectués selon les modalités suivantes, ainsi que celles établies par convention.

- 50% lorsque la convention est rendue exécutoire
- le solde à la réception des travaux.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

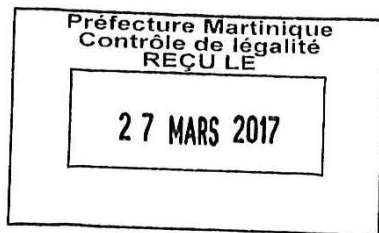
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Pour le Président et par délégation,
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 28 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-43-1

PORTANT AUTORISATION DE LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA DÉLIBÉRATION N°12-921-1 / MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 12-921-1 ET AUTORISATION DE PASSER UNE NOUVELLE CONVENTION

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n°98-81 du 11 février 1998 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°12-921-1 du 10 juillet 2012, portant octroi d'une subvention à l'ARVARNAM ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande de l'ARVARNAM ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), le transports et les sports ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 2 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la levée de la déchéance quadriennale frappant la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-921-1 du 3 août 2012 portant attribution d'une subvention à l'Association pour la Recherche sur la Valorisation des Ressources Naturelles de la Martinique (ARVARNAM).

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération 12-921-1 susvisée est modifié comme suit : « Cette somme est imputée au chapitre 936-6312 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure, d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer une nouvelle convention ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

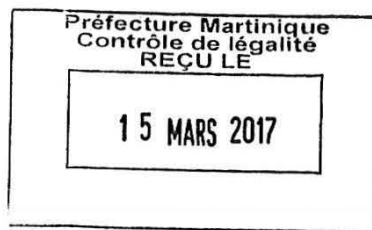
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-44-1

**PORTANT ANNULATION DE L'ADOSSEMENT DE LA GRAPPE D'ENTREPRISE INOVAGRO
AU PÔLE AGROALIMENTAIRE RÉGIONAL DE MARTINIQUE (PARM)
MODIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDÉE À INOVAGRO
MODIFICATION DE LA PÉRIODE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS
MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14-1192-1 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION
À LA GRAPPE D'ENTREPRISE INOVAGRO
AUTORISATION À SIGNER UNE NOUVELLE CONVENTION**

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1192-1 du 29 juillet 2014 portant octroi d'une subvention à la grappe d'entreprise INOVAGRO (cofinancement des activités au titre des années 2014 et 2015) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par INOVAGRO ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 2 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 6 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en oeuvre du programme d'actions d'INOVAGRO au titre des années 2015 à 2017.

ARTICLE 2 : Est approuvée l'annulation de l'adossment d'INOVAGRO au Pôle Agroalimentaire Régional de Martinique (PARM).

ARTICLE 3 : Est approuvée la modification du montant de la subvention attribuée à INOVAGRO. L'article 1 de la délibération n°14-1192-1 susvisée est donc modifié comme suit :

« Une subvention plafonnée à trois cent trente deux mille sept cent cinquante euros (332 750 €) en autorisation d'engagement est allouée à la grappe d'entreprise INOVAGRO pour le cofinancement de son programme d'activités au titre des années 2015-2017 ».

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 6312 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

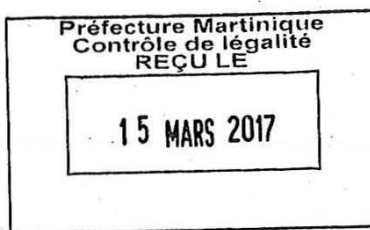
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANÇAISE
Annexe à la délibération n°17- 44-1



CONVENTION N° xxxx

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention à la grappe d'entreprises INOVAGRO pour la réalisation de son programme d'actions 2015, 2016 et 2017.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes des délibérations n°14-1192-1 du 29 juillet 2014 et n°xxxxxxxxx du xxxxxxxx2017.

Et

La Grappe d'entreprises INOVAGRO, représentée par son président, Monsieur

IL A ETE DECIDE ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention allouée à la grappe d'entreprises « INOVAGRO » pour la réalisation de son programme d'actions 2015- 2016-2017.

Article 2. Nature et étendu de l'intervention

La Région a décidé de contribuer à concurrence de trois cent trente deux mille sept cent cinquante euros (332.750 €) au financement de ce programme. Cette dotation se décline comme suit

	Montant des actions
Fonctionnement permanent	146 500 €
Actions collectives	300 000 €
Projets stratégiques	416 340 €
TOTAL	862 840 €

Le plan de financement se décline de la manière suivante :

	CTM	Europe	MOM	Part privé	TOTAL
Fonctionnement permanent	146 500 €				146 500 €
Actions collectives	75 000 €	85 000 €	31 000 €	109 000 €	300 000 €
Projets stratégiques	111 250 €	97 500 €	44 000 €	163 590 €	416 340 €
TOTAL	332 750 €	182 500 €	75 000 €	272 590 €	862 840 €

Article 3. Obligations des parties

1°) - La Grappe des entreprises INOVAGRO et L'association Le PARM

La grappe d'entreprises INOVAGRO dans le cadre de l'opération visée, s'engagent à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions concernées par la présente convention ;
- utiliser la subvention uniquement pour la réalisation du projet en cause et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes ;
- mentionner le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- fournir un état d'avancement des travaux pour permettre le déblocage des fonds alloués ;
- faciliter le contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique de l'utilisation des fonds alloués ;
- adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique les bilans et comptes de résultats pour chaque année de réalisation du programme.

Le non-respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique entraîner l'annulation du versement de la subvention.

1) -La Collectivité Territoriale de Martinique

Pour la réalisation de ce programme d'actions, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à INOVAGRO, une subvention de trois cent trente deux mille sept cent cinquante euros (332.750 €) imputé au chapitre 936 6312, article 6575 du budget de la Collectivité.

Article 4. Modalité de versement de la participation de la Collectivité

La subvention fera l'objet des versements suivants :

- une avance de 30%, soit 100 125 €, déjà versée,
- un acompte représentant 40% de la dotation, soit 133 500 €, sera versé sur présentation de justificatifs de dépenses représentant au moins 85% de l'avance accordée,
- le solde sur présentation des justificatifs de dépenses acquittées représentant au moins 85% des versements antérieurs.

La grappe d'entreprises INOVAGRO s'engage à présenter la Collectivité Territoriale de Martinique :

- un rapport annuel présentant un compte-rendu complet des opérations réalisées et prévues au programme ainsi qu'un récapitulatif des dépenses effectuées. Le troisième rapport constituera le rapport final et présentera un compte-rendu le plus exhaustif possible de ce programme.
- le bilan et le compte de résultats des exercices 2015, 2016 et 2017.

Article 5. Délai

Un délai de vingt quatre mois (24) mois, à compter de la notification de la présente convention est ouvert aux bénéficiaires pour la réalisation intégrale de l'opération ainsi que pour la remise, à la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'ensemble des documents nécessaires à sa clôture comptable.

Article 6. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

Article 7. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°14-1192-1 du 29 juillet 2014
- la délibération n°xxxx du xxxxx 2017.

Fait à Fort-de-France,

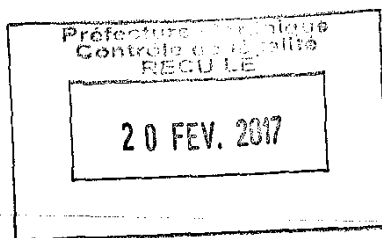
en quatre exemplaires originaux.

Pour La grappe d'entreprise INOVAGRO,

Le Président

**Pour la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-45-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT DE FRANCE POUR L'ORGANISATION DE LA 32^{ÈME} ÉDITION DU SEMI-MARATHON INTERNATIONAL

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 6 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Fort-de-France une subvention d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) au titre de l'organisation de la 32^{ème} édition du semi-marathon International.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933-326 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée au CROSMA selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL
Marie-France TOUL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Annexe à la délibération n°17- 45-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

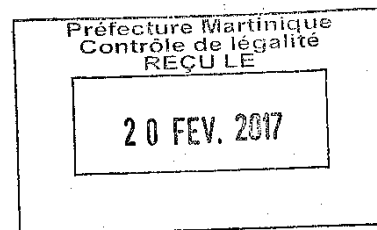
CONVENTION SN°

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,



ET

LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE, représenté par son Maire, M. Didier LAGUERRE, dont le siège est sis à :

Rue Victor Sévère
BP 646
97262 FORT DE FRANCE CEDEX

désignée dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

.../...

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour l'organisation du semi-marathon de Fort-de-France, édition 2016.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à l'arrêté délibéré n° du Conseil exécutif du , la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CINQUANTE MILLE EUROS (50 000 €).

2/ Le mandatement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier, certifié justifiant de la réalisation de l'action.

3/ La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du co-contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire ou postal sur le compte du Comité Régional Olympique Sportif Martinique (CROSMA) qui détient la gestion de la subvention sur cette action.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de son programme d'actions.

2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions.

↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.

↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.

↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.

3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité Territoriale de Martinique des billets d'accès aux différentes manifestations.

4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté.

5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

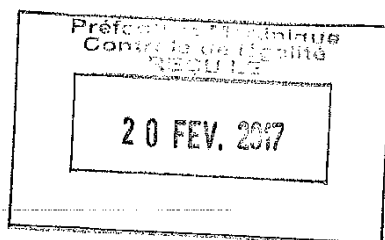
ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-46-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINIQUE SURFING AND SAILING TEAM (MSS TEAM) POUR LA MARTINIQUE SURF PRO 2017

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 6 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association Martinique Surfing and Sailing Team (MSS Team) une subvention d'un montant de trois cent soixante cinq mille euros (365 000 €) à titre de contribution à l'organisation de la Martinique Surf Pro 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

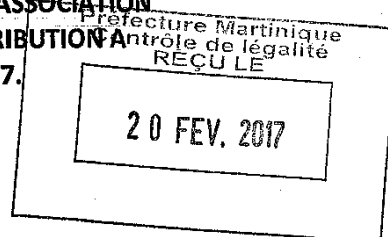

Marie-France TOUL

Annexe à la délibération n°17- 46-1



CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION

MARTINIQUE SURFING AND SAILING TEAM A TITRE DE CONTRIBUTION A L'ORGANISATION DE LA MARTINIQUE SURF PRO 2017.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République,

Vu la loi n°96-142 du 21 Février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales, portant notamment sur le devoir de contrôle de la Collectivité Territoriale (Article L.1611-4),

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration,

Vu le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques,

Il est passé conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique n° , duFévrier 2017, une convention.

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par son Président M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015 dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre - CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX
ci-après dénommée « la CTM »

d'une part,

ET

L'ASSOCIATION MARTINIQUE SURFING AND SAILING TEAM,

Représentée par son président, M. dont le siège est sis à :

77 lotissement de Cluny – rue de Madinina
97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour l'organisation de la Martinique Surf Pro 2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17- de l'Assemblée de Martinique du février 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à trois cent soixante-cinq mille euros (365 000 €).

2/ Le versement de cette somme, prélevé sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, soit 255 500 €, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, 109 500 €, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association accompagné des justificatifs de dépenses correspondants.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de la manifestation internationale;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;

5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

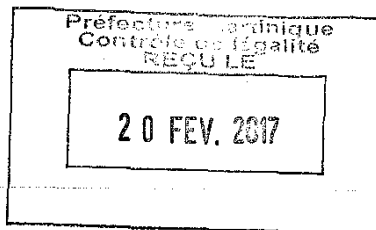
Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

**Le Président du
Conseil Exécutif**

Le Cocontractant

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 FEV. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-47-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ DES COURSES DE MADININA POUR LE 2^{ÈME} GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 6 février 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Société des Courses de Madinina une subvention d'un montant de quatre-vingt-dix mille euros (90 000 €) au titre de l'organisation de la 2^{ème} édition du « Grand Prix Hippique de la Collectivité Territoriale de Martinique ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

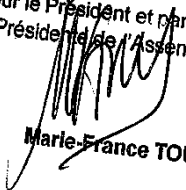
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

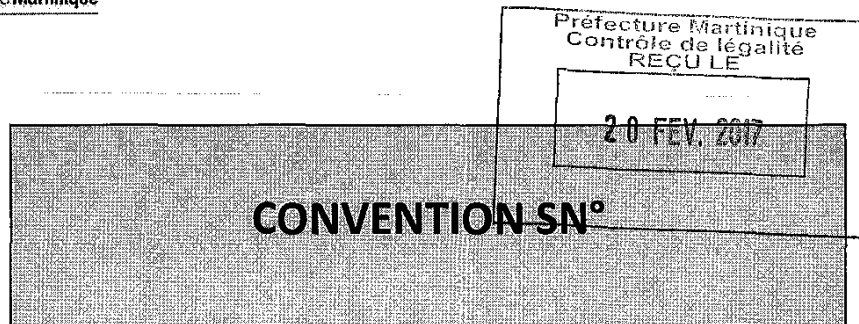


Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Annexe à la délibération n°17- 47-1



ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA SOCIETE DES COURSES DE MADININA, représentée par son président, M.
, dont le siège est sis à :

Hippodrome de Martinique
Maurice BRUERE DAWSON
N°1064 Carrère
97232 LAMENTIN

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour l'organisation de la 2ème Edition du Grand Prix Hippique de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°16- de l'Assemblée de Martinique du décembre 2016, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à quatre-vingt-dix mille euros (90 000 €).

2/ Le versement de cette somme, prélevé sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce grand prix hippique;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

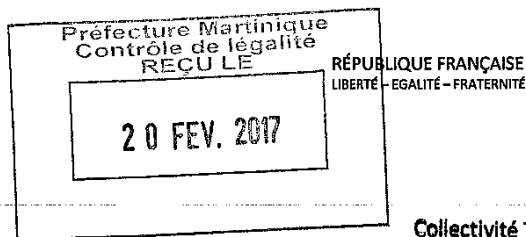
Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

.../...



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 FEB. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-48-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DE BOXE DE LA MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE WBF

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 6 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Comité Régional de Boxe de la Martinique une subvention d'un montant de cent dix mille euros (110 000 €) à titre de contribution à l'organisation du championnat du monde WBF en 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933-326 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée au Comité Régional de Boxe en crédit de paiement 2016, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

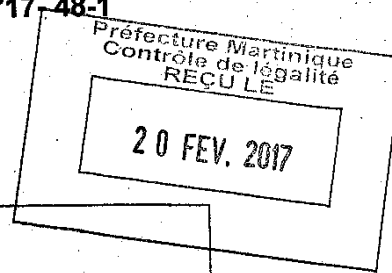
Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Annexe à la délibération n°17-48-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION SN°

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LE COMITE REGIONAL DE BOXE DE MARTINIQUE, représenté par son président, M.
, dont le siège est sis à :

Maison des Sports
Pointe de la Vierge

97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour la réalisation du Championnat du Monde de boxe WBF.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération de l'assemblée de Martinique du , la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT DIX MILLE EUROS (110 000 €).

2/ Le mandatement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier, certifié par le président et le trésorier, justifiant de la réalisation de l'action.

3/ La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du co-contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du co-contractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cette opération.

2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs à cette action.

↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.

↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.

↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.

3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité Territoriale de Martinique des billets d'accès à cette manifestation.

4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté.

5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-49-1

GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 70% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 299 000,00 €, DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE LA RENAISSANCE AU CARBET

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 299 000,00 €, pour les travaux de confortement sismique de 40 logements sociaux, résidence La Renaissance, ville du Carbet ;
Vu le contrat de prêt n°56452 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux cent neuf mille trois cent euros (209 300,00 €) représentant 70% d'un emprunt d'un montant de 299 000,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 56452, destiné aux travaux de confortement sismique de 40 logements sociaux, résidence La Renaissance, sur le territoire de la ville du Carbet.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes:

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



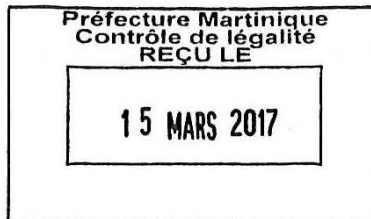
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-49-1

GR O U P E



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedesdepots.fr



CONTRAT DE PRÊT

N° 56452

Entre

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0063-PR0068 V1 574 p999 1/22
Contrat de prêt n° 56452 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

2/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

3/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération RENAISSANCE, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 40 logements situés Renaissance 97221 CARBET.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille euros (299 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille euros (299 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.


ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 6/22
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (**PAM Sismo-Prêt**) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

JARRY CEDEX - 7/22

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes,

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes:

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5161780			
Montant de la Ligne du Prêt	299 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	0,5 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur Index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt ¹	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 10/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
11/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 12/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
or.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :


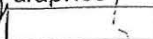
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-puvane@caissedesdepots.fr

15/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	70,00
Collectivités locales	COMMUNE DU CARBET	30,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes,

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
frantilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES


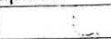
Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE



Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **17 NOV. 2016**

Pour l'Emprunteur,

Monsieur

Nom / Prénom : **A. NOUNOUCHY**

Qualité : **Directeur Général**,

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, **16 novembre 2016**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **M.**

Nom / Prénom : **ROCHE Hubert**

Qualité : **Directeur Territorial**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

Paraphes :

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17-... du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 70 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 299 000,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique de 40 logements sociaux, résidence La Renaissance sur le territoire de la ville du Carbet.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 70 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE EUROS (299 000,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de 40 logements, résidence La Renaissance, sur le territoire de la ville du Carbet.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PAM (Prêt pour l'amélioration et la réhabilitation)
Montant :	299 000,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,25%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	«Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

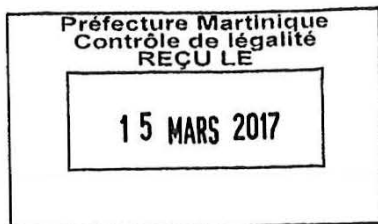
En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-50-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 60 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 590 200,00 € DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 82 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE TI-JACQUES AU SAINT-ESPRIT

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 590 200,00 €, pour les travaux de confortement sismique de 82 logements sociaux, résidence TI-Jacques, ville du Saint-Esprit ;
Vu le contrat de prêt n°56447 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois cent cinquante quatre mille cent vingt euros (354 120,00 €) représentant 60% d'un emprunt d'un montant de 590 200,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 56447, destiné aux travaux de confortement sismique de 82 logements sociaux, résidence TI-Jacques, sur le territoire de la ville du Saint-Esprit.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

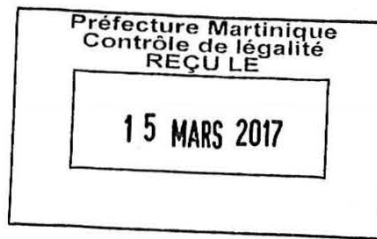
Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-50-1



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE



www.groupecaisseledesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 56447

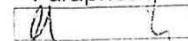
Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
orient@caissesdesdepots.fr

1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIERE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIEME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 21 16 65 - Télécopie 05 90 31 73 20
chantiers-lyons@caissedesdepots.fr

2/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération TI JACQUES, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 82 logements situés Résidence Ti Jacques 97270 SAINT-ESPRIT.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quatre-vingt-dix mille deux-cents euros (590 200,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-dix mille deux-cents euros (590 200,00 euros)

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97060 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
cnc@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE

75 00 00 15 00 - Télécopie : 03 62 21 70 00

direction.guyane@caissedesdepots.fr

BP 2405 - BAE MAHAULT BATIMENT 4 - 97010

JARRY CEDEX

9722



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 15 63 - Télécopie : 05 90 91 73 20
contact@caissedesdepots.fr

6/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (**PAM Sismo-Prêt**) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

4

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97050 JARRY CEDEX -
Tél: 05 90 21 13 43 - Télécopie: 05 90 91 73 20
guantilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

À défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

À défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 15 85 - Télécopie : 05 90 81 73 20
cristian.guyon@caisse-desdepots.fr

8/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 66 - Télécopie : 05 90 91 73 22
chand.les-guyane@caissedesdepots.fr

9/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5161782			
Montant de la Ligne du Prêt	590 200 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	0,5 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt ¹	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes :

9

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 66 - Télécopie : 05 90 91 73 20
caisses-depots-et-consignations.fr

10/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2486 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97356 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 13 65 - Télécopie : 05 90 91 79 20
Grand-est-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 51 73 20
12/22
direction-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE

BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97092 JARRY CEDEX -

Tél. 05 90 01 18 05 - Télécopie 05 90 91 72 20

Site Internet : www.caisse-des-depots.fr

14/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA VALLÉE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97196 JARRY CEDEX -
Tél : 06 90 21 16 66 - Télécopie : 06 90 21 73 20
chantiers-guyane@caissedesdepots.fr 15/22

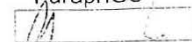


www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JALLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97000 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 15 85 - Télécopie : 05 90 21 15 20
16/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU SAINT-ESPRIT	40,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 3485 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 19 64 - Tél. fax : 05 90 91 73 22
cr.anilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 LARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 67 - Télécopie : 05 90 61 77 22
18 22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2485 - BAIE MAHAULT BATIMENT A - 97086 LARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 43 - Télécopie : 05 90 21 13 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 03 - Téléphone : 05 90 91 73 20
20/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA GAILLE - BP 2425 - Bâtiment A - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 94 21 12 00 - Télécopie : 05 94 21 12 00
guyane-guyane@caissedesdepots.fr

21/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 17 NOV. 2016

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : A. MOUNOUCHEY

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 10 novembre 2016

Pour la Caisse des Dépôts,

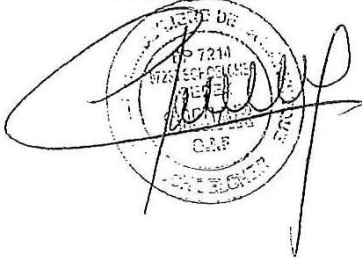
Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

Paraphes



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-50-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 590 200,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique de 82 logements sociaux, résidence Ti-Jacques sur le territoire de la ville de Saint Esprit.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de CINQ CENT QUATRE VINGT DIX MILLE DEUX CENT EUROS (590 200,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de 82 logements, résidence Ti-Jacques, sur le territoire de la ville de Saint Esprit.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PAM (Prêt pour l'amélioration et la réhabilitation)
Montant :	590 200,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,25%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	«Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

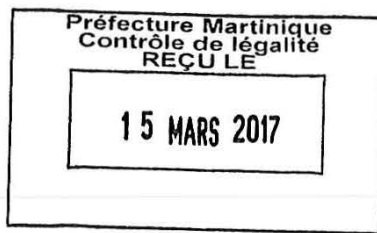
En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-51-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 60 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL 478 400,00 €, DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 94 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE ARAWAKS AU MARIN

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 478 400,00 €, pour les travaux de confortement sismique de 94 logements sociaux, résidence Arawaks, ville du Marin ;
Vu le contrat de prêt n°56448 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et Fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux cent quatre vingt sept mille quarante euros (287 040,00 €) représentant 60% d'un emprunt d'un montant de 478 400,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°56448, destiné aux travaux de confortement sismique de 94 logements sociaux, résidence Arawaks, sur le territoire de la ville du Marin.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-51-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr



CONTRAT N° 56448

N° 56448

Entre

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

JARRY CEDEX - 1/22

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97068

Tél : 05 90 21 18 65 - Télécopie : 05 90 91 73 20

caisse-des-depots-et-consignations.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2425 - SAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 30
Email : es-guyane@caissedesdepots.fr

2/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - EA E MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 00 - Télécopie : 05 90 91 73 20
orantilles-guyane@caisseledesdepots.fr

3/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ARAWAKS, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 94 logements situés Arawaks 97290 MARIN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-soixante-dix-huit mille quatre-cents euros (478 400,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de quatre-cent-soixante-dix-huit mille quatre-cents euros (478 400,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tel : 05 90 21 15 66 - Télécopie : 05 90 91 73 20
www.caissedepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2405 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97030 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 81 73 68 - Télécopie 05 90 81 73 10
dr.entree-groupe@caissedesdepots.fr

5/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (**PAM Sismo-Prêt**) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97085 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 65 - Télécopie : 05 90 91 73 20
drant@caissedesdepots.fr

7.22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
fr an tles-puyane@caissedesdepots.fr

8/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 13 65 - Télécopie : 05 90 91 73 20

cr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5161779			
Montant de la Ligne du Prêt	478 400 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	0,5 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt ¹	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2485 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 16 68 - Télécopie : 05 90 91 72 20
www.cdc.fr - www.cdc.gouv.fr

10/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 15 65 - Télécopie : 05 90 21 73 02
et articles-guaranie@caissedepots.fr

11/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tel : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

et antilles.guyana@caissedepots.fr

12/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
quantiles.guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :



- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA VAILLE - BP 2426 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97066 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 31 15 58 - Télécopie : 05 90 31 73 20
marilou.guyane@caissedesdepots.fr 15/22





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 15 65 - Télécopie : 05 90 21 73 20
16/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	60,00
Collectivités locales	COMMUNE DU MARIN	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2435 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97006 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 81 16 66 - Télécopie : 05 90 81 73 20
direction-guyane@caissedesdepots.fr

17/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

La confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

01

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97060 JARRY CEDEX -
Tel : 06 90 21 18 62 - Télécopie : 06 90 21 73 20

ou par e-mail : caisse@caisseledesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.



Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 3495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97056 JARRY CEDEX -
Tel : 05 90 21 18 61 - Télécopie : 05 90 91 73 20
quantiles.guyane@caissedesdepots.fr
19/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octrois de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tel : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 21 73 20
chantiers-guyane@caisse-desdepots.fr 20/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE



Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2486 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97066 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 24 - Télécopie : 05 90 21 73 20
or antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 17 NOV. 2016

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : A. MAUNOUCHY

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 16 novembre 2016

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 69 - Télécopie : 05 90 91 73 20

guadeloupe.guyane@caissedesdepots.fr

22/22

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-51-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 478 400,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique de 94 logements sociaux, résidence Arawaks sur le territoire de la ville du Marin.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE QUATRE CENT EUROS (478 400,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de 94 logements, résidence Arawaks, sur le territoire de la ville du Marin.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PAM (Prêt pour l'amélioration et la réhabilitation)
Montant :	478 400,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,25%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	«Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

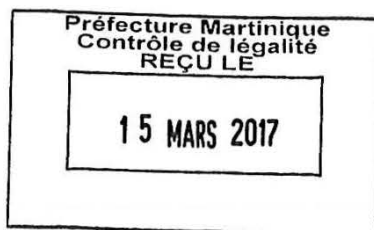
En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-52-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 60 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 265 200,00 €, DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE LA MICHÈLE AU MARIN

L'An deux mille dis-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 265 200,00 €, pour les travaux de confortement sismique de 32 logements sociaux, résidence La Michèle, ville du Marin ;
Vu le contrat de prêt N°56451 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cent cinquante neuf mille cent vingt euros (159 120,00 €) représentant 60% d'un emprunt d'un montant de 265 200,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 56451, destiné aux travaux de confortement sismique de 32 logements sociaux, résidence La Michèle, sur le territoire de la ville du Marin.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISÉ



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-52-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr



CONTRAT N° 56451

N° 56451

Entre

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
guadeloupe-guyane@caissedesdepots.fr

1/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél: 05 90 21 19 68 - Télécopie: 05 90 91 73 20
brantilles-guyane@caissedesdepots.fr

2/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

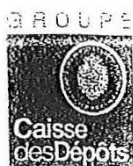
ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes:

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 94 73 20
jeanilles.juyard@caissedesdepots.fr

3/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LA MICHELLE, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 32 logements situés La Michèle 97290 MARIN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-cinq mille deux-cents euros (265 200,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de deux-cent-soixante-cinq mille deux-cents euros (265 200,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.


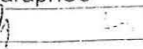
ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2496 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 21 73 20
orantilles.guyana@caissedesdepots.fr

4/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
5/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
or antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (**PAM Sismo-Prêt**) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97066 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
Antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 21 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 97 73 20
9/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5161781			
Montant de la Ligne du Prêt	265 200 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	0,5 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt ¹	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
brantilles-guyane@caissedesdepots.fr

10/22

GRUPE



www.groupacaisseedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
11/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$


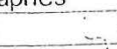
où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/22

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 265 200,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique de 32 logements sociaux, résidence La Michèle sur le territoire de la ville du Marin.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX CENT SOIXANTE CINQ MILLE DEUX CENT EUROS (265 200,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de 32 logements, résidence La Michèle, sur le territoire de la ville du Marin.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PAM (Prêt pour l'amélioration et la réhabilitation)
Montant :	265 200,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,25%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	«Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-53-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 187 270,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX (32 LLS ET 15 LLTS) SITUÉS RUE DE LA GLACIÈRE À FAUBOURG LA CAMILLE QUARTIER SAINTE THÉRÈSE À FORT DE FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 3 187 270,00 €, pour la construction de 32 logements locatifs sociaux (LLS) et 15 logements locatifs très sociaux (LLTS), rue de la Glacière à Faubourg La Camille à Sainte Thérèse sur le territoire de la ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt n°56444 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million deux cent soixante quatorze mille neuf cent huit euros (1 274 908,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 3 187 270,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 56444, destiné à la construction de 32 logements locatifs sociaux (LLS) et 15 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue de la Glacière à Faubourg La Camille à Sainte Thérèse sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-53-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedesdepots.fr



N° 56444

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION À LOYER MODÈRE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

INSTRUMENT DE PRÊT N° 56444 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

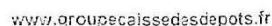
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

instruments-guano@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -

1/22



Ci-après indifféremment dénommé(e) « SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM » ou « l'Emprunteur »,

et :

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

~~Paragraphs~~

Caisses des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97085 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 81 70 20
2/22



www.groupecaissedesdepots.fr

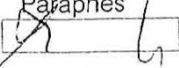
ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

JARRY CEDEX -
3/22

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 13 68 - Télécopie : 05 90 91 72 20
JARRY CEDEX - 97200



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Faubourg la Camille, Parc social public, Construction de 47 logements situés RUE DE LA GLACIERE 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cent-quatre-vingt-sept mille deux-cent-soixante-dix euros (3 187 270,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-cinquante-six mille trois-cent-trente-trois euros (756 333,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions quatre-cent-trente mille neuf-cent-trente-sept euros (2 430 937,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 72 22
5/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes:

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE

Tél: 05 90 21 18 68 - Télécopie: 05 90 97 73 20

11 rue de la République - 91000 Evry-Courcouronnes

JARRY CEDEX - 6/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 13 63 - Télécopie : 05 90 21 73 21



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 81 73 20
Caisse des dépôts et consignations



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5159564	5159563		
Montant de la Ligne du Prêt	756 333 €	2 430 937 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 06 90 21 18 63 - Télécopie : 06 90 91 73 20
10/22



L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97096 JARRY CEDEX -
Tel: 05 90 21 18 68 - Télécopie: 05 90 21 73 23
11/22



www.groupecaisseedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 63 - Télécopie : 05 90 91 73 20
12/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 21 73 25

13/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97095 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 19 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
chantilles.guyane@caissedesdepots.fr

14/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Raraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 66 - Télécopie : 05 90 91 73 20
15/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 16 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
Caisse des dépôts et consignations
16/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Paraphes

JARRY CEDEX - 17/22

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
d. antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

14P0063-PRO068 V1 57 4 page 18/22
Contrat de prêt n° 56444 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
chantalles.guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locaux sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Rapahes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
19/22
caisse-depots-et-consignations@caisse-depots-et-consignations.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 21 73 20
dr.entilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
20/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes /

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97085 JARRY CEDEX -
Tel : 05 90 21 13 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
Antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 28 NOV. 2016
Pour l'Emprunteur,
Civilité : M.
Nom / Prénom : BILLARD Raymond
Qualité : Directeur Général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
SOCIÉTÉ OZANAM
SOCIÉTÉ ANONYME
D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ
Pointe de Johory - 97233 SCHÉLCHER
Raymond BILLARD

Le, 10 novembre 2016
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : M.
Nom / Prénom : ROCHE Hubert
Qualité : Directeur Territorial
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 187 270,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 32 LLS et 15 LLTS rue de la Glacière, Faubourg La Camille à Sainte Thérèse sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX EUROS (3 187 270,00 €) destiné à la construction de 32 LLS et 17 LLTS rue de la Glacière, Faubourg La Camille à Sainte Thérèse sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Intitulés	15 LLTS	32 LLS
Subvention principale LBU	250 014,19	362 698,39
Subvention LBU Aménagement surcharge foncière	81 798,00	179 634,00
Subvention Collectivités Locales pour surcharge foncière	19 901,69	43 860,12
Apport Investisseurs	580 856,00	1 274 364,00
Prêt CDC	756 333,12	2 430 937,32
Subvention CTM	212 670,00	64 000,00
Prêt 1%		122 000,00
Subvention Etat LBU complémentaire	132 195,00	
Total	2 033 768,00	4 477 493,83

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

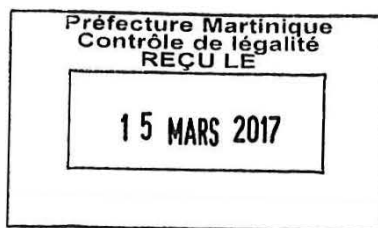
En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-54-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT
D'UN MONTANT TOTAL DE 867 602,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE
12 LOGEMENTS SOCIAUX (5 LLS ET 7 LLTS) RÉSIDENCE ARMANTINE
ROUTE DE REDOUTE- QUARTIER DESAIX À FORT-DE FRANCE**

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 867 602,00 €, pour la construction de 5 logements locatifs sociaux (LLS) et 7 logements locatifs très sociaux (LLTS), résidence Armantine, route de Redoute, quartier Desaix sur le territoire de la ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt n°57279 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois cent quarante sept mille quarante euros et quatre vingt centimes (347 040,80 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 867 602,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 57279, destiné à la construction de 5 logements locatifs sociaux (LLS) et 7 logements locatifs très sociaux (LLTS) résidence Armantine route de Redoute, quartier Desaix sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



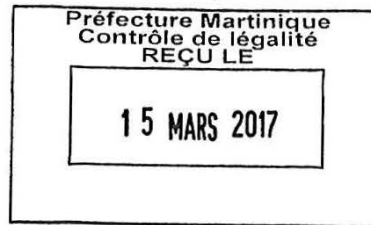
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-54-1

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE



CONTRAT DE PRÊT

N° 57279

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION À LOYER MODÈRE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO063-PRO068 V1.57.4 page 1/22
Contrat de prêt n° 57279 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÈRE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÈRE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

2/22

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Desaix 12, Parc social public, Acquisition en VEFA, située route de Redoute 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-soixante-sept mille six-cent-deux euros (867 602,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-soixante-neuf mille quatre-cent-quarante-deux euros (469 442,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-dix-huit mille cent-soixante euros (398 160,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/22



ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caisse-desdepots.fr

Tel : 05 96 72 84 00
5/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
or. antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/22

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 23/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR0068-V1.57.4 page 8/22
Contrat de prêt n° 31279 Emprunteur n° 000205748

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél: 05 96 72 84 00

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]

8/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5167454	5167451		
Montant de la Ligne du Prêt	469 442 €	398 160 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %		
Periodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Tél : 05 96 72 84 00 -
10/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.



Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes

ALA

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél: 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97234 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -

Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

17 NGL

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
21/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, - 1 DEC. 2016

Pour l'Emprunteur,

Civilité: *Mr*

Nom / Prénom: *BILLARD Raymond*

Qualité: *Directeur Général*

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, *24 Novembre 2016*

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité: *Mme*

Nom / Prénom: *GABRIEL-REGIS*

Qualité: *Adjointe au directeur régional*

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
SOCIÉTÉ OZANAM
SOCIÉTÉ ANONYME
D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ
Pointe de Joham - 97233 SCHÉLCHER

Raymond BILLARD

Cachet et Signature :

Margareth GABRIEL-REGIS
Adjointe au Directeur régional

Paraphes

7 *AGN*

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

22/22

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-54-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 867 602,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 12 logements sociaux (5 LLS et 7 LLTS), résidence Armantine, quartier Desaix, route de Redoute sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de HUIT CENT SOIXANTE SEPT MILLE SIX CENT DEUX EUROS (867 602,00 €) destiné à la construction en VEFA DE 12 logements sociaux, résidence Armantine – quartier Desaix, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE LOCATIF)
Montant :	469 442 €	398 160 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.
Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

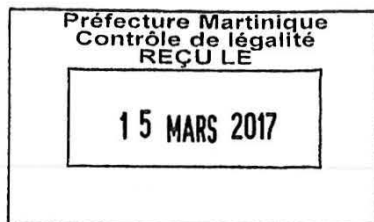
En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-55-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG)
À HAUTEUR DE 40% DU MONTANT DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL
DE 8 214 152,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 87 LOGEMENTS SOCIAUX
(80 LLS ET 7 LLTS) AU LIEUDIT « ZAC ÉTANG ZABRICOTS » À FORT DE FRANCE**

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe et tendant à solliciter la garantie partielle de quatre emprunts d'un montant total de 8 214 152,00 €, pour la construction en VEFA de 80 LLS et 7 LLTS au lieudit «ZAC Etang Zabricots », ville de Fort de France ;
Vu le contrat de prêt n°53451 en annexe signé entre la SEMAG et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois millions deux cent quatre vingt cinq mille six cent soixante euros et quatre vingt centimes (3 285 660,80 €) représentant 40% de quatre emprunts d'un montant total de 8 214 152,00 € souscrits par la SEMAG auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 53451, destiné à la construction en VEFA de 80 logements LLS et de 7 logements LLTS, au lieu-dit« ZAC Etang Zabricots », sur le territoire de la ville de Fort de France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



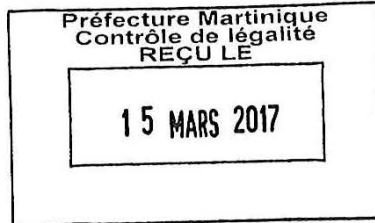
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-55-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisdesdepots.fr



CONTRAT DE PRÊT

N° 53451

Entre

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR003-PR0039 V1.57.4 page 1/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°:
342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCHE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROCES-VERBAUX V.157.4 page 2/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 000248091

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
2/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR003-PR008 V1.57.4 page 372
Contrat de prêt n° 33431 Emprunteur n° 000249891

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE

www.groupecaisseledesdepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Etang Zabricot, Parc social public, Acquisition en VEFA de 87 logements situés Zac Etang Z'abricots 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit millions deux-cent-quatorze mille cent-cinquante-deux euros (8 214 152,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt mille trente-huit euros (120 038,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-six mille quatre-cent-quatre-vingt-deux euros (66 482,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six millions quatre-cent-vingt-quatre mille huit-cent-quatre-vingt-quatorze euros (6 424 894,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant d'un million six-cent-deux mille sept-cent-trente-huit euros (1 602 738,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PROCES-VERBAL 1574 page 4/22
Contrat de prêt n° 52451 Emprunteur n° 000245691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
4/22

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

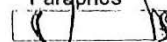
Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes



PROCES-VERBAUX V1.57.4 page 5/22
Contrat de prêt n° 50451 Emprunteur n° 000249891

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 5/22

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

PRO063-PR0068 V1 57/4 page 622
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 000246691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

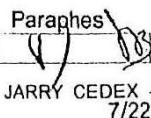
La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

PROCES-PR0068 V1.574 page 7/22
Contrat de prêt n° 35451 Emprunteur n° 000243591

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 18/11/2016 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » .

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

PR003-PR0068 V1.57/4 page 8/22
Contrat de prêt n° 50451 Emprunteur n° 00024691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
8/22

GRUPEL



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

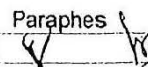
Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 9/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 0024691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5149763	5149764	5149762	5149761
Montant de la Ligne du Prêt	120 038 €	66 482 €	6 424 894 €	1 602 738 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé (volontaire)	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt

PROCES-PROCES V1 574 page 1022
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 00024991

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]
10/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAL 1574, page 11/22
Contrat de prêt n° 53461 Emprunteur n° 000243691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
11/22

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PROCES 260638 V1 17/1 1998 13722
Contrat de prêt n° 33461 Emprunteur n° 000245691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/12/22

JARRY CEDEX - 12/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

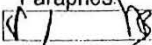
Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PRO003-PR0009 V1.57.4 page 13/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 00024691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22

G R O U P E

www.groupecaissedepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les Immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes



PR003-PR008 V1.57.4 page 15/22
Contrat de prêt n° 50451 Emprunteur n° 00249591

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/22

G R O U P E

www.groupecaissedesdepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

- de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
- de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- Informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
16/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

PRO003-PRO068 V1.57/4 page 17/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 000249891

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22

GROUPE

www.groupecaisseledesdepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

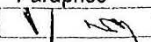
Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des Intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

PROCES-VERBAUX V. 57.4 Page 18/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 000246691

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



18/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

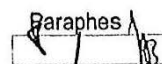
- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Paraphes


PRO063-PRO068 V1.57.4 page 19/22
Contrat de prêt n° 53451 Emprunteur n° 0002-09591

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 19/22

GROUPE

www.groupecaisseedesdepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octrois de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

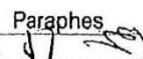
ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
20/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PROCES-VERBAUX V1574 page 21/22
Contrat de prêt n° 3451 Emprunteur n° 000249901

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
✓ [Signature]
21/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Signature :
Directeur Général
Laurent BOUSSIN

SEMAG
SAF HAGEUR DE TERROIR

BP 289 Boisrueux - 97182 Les Abymes Cedex
Tél : 0590 93 23 90 - Fax : 0590 93 23 46
Société Anonyme au Capital de 13 000 000 € - N° 876 360 - Siret : 312 763 944 00006

Le, **22 AOUT 2016**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **Monsieur**

Nom / Prénom : **Pascal Hoffmann**

Qualité : **Directeur régional**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Paraphes



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % de quatre emprunts d'un montant total en capital de 8 214 152,00 € plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 80 LLS et 7 LLTS au lieudit « ZAC Etang Zabricots », sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de HUIT MILLIONS DEUX CENT QUATORZE MILLE CENT CINQUANTE DEUX EUROS (8 214 152,00 €) destiné au financement de la construction de 87 logements sociaux (dont 80 LLS et 7 LLTS) au lieu-dit « ZAC Etang Zabricots », sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PLUS CONSTRUCTION (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS FONCIER (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLAI CONSTRUCTION (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI FONCIER (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)
Montant :	6 424 894,00 €	1 602 738,00 €	120 038,00 €	66 482,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur. Pour ce faire, un titre de recettes à l'encontre de l'emprunteur sera émis dès la saisie du mandat relatif à la mise en jeu de la garantie.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée. Cette demande ne pourra être formulée que dans les conditions ci-après énoncées :

- qu'après un délai de 6 années à compter de la déclaration d'achèvement des travaux,
- que dans l'hypothèse où la Caisse des Dépôts et Consignations a sollicité la garantie du garant,
- et, qu'après avoir adressé au bénéficiaire une mise en demeure d'avoir à régulariser les échéances impayées sous un mois, adressée par courrier recommandé avec accusé réception, restée sans effet.

Il est convenu que ces 3 conditions sont cumulatives.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-56-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT
D'UN MONTANT TOTAL DE 1 642 514,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION
DE 31 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 25 LLS ET 6 LLTS AU LIEU-DIT
« ROUTE DE MOUTTE » À FORT DE FRANCE**

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil, notamment son article 2298 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 642 514,00 €, pour la construction de 31 logements sociaux, route de Moutte, ville de Fort de France ;

Vu le contrat de prêt N°52785 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de six cent cinquante sept mille cinq euros et soixante centimes (657 005,60 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 1 642 514,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 52785, destiné à la construction de 25 logements LLS et de 6 logements LLTS et, route de Moutte, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



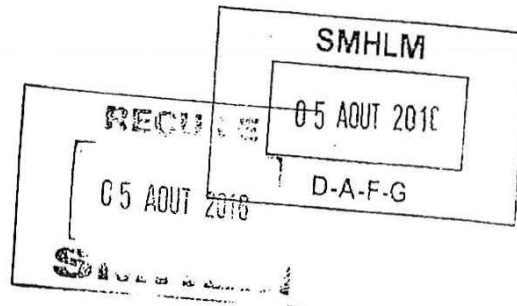
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-56-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr



CONTRAT DE PRÊT

N° 52785



Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROCES-VERBAUX V1 57.4, page 1/21
Contrat de prêt n° 52785 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/21



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE TEMPO VOIE N
13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE MARTINICAISE D HLM** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Ala

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

3/21



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération MOUTTE 31, Parc social public, Construction de 31 logements situés ROUTE DE MOUTTE 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-quarante-deux mille cinq-cent-quatorze euros (1 642 514,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-trente-sept mille trente-sept euros (337 037,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million trois-cent-cinq mille quatre-cent-soixante-dix-sept euros (1 305 477,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

AKK

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
or.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 4/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

AGR

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
cr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/21



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes

ALA

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

À défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 27/10/2016 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

À défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

IGA

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr. antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G.R.O.U.P.E

www.groupecaissedepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

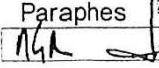
Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5145597	5145596		
Montant de la Ligne du Prêt	337 037 €	1 305 477 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe annuelle	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Méthode d'amortissement	SR	SR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

[Signature]

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

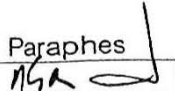
La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

1100653-PR0068 V1.57.4, page 13/21
Contrat de prêt n° 52785 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

NGR

13/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

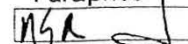
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
frantilles-guyane@caissedesdepots.fr 14/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

NGA

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

À cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

FRANCE PROCEA V1 57.4 page 16/21
Contrat de prêt n° 52785 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

NGK

16/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

AGK

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/21



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

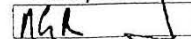
Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
NKR

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 19/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE


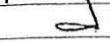
Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

JARRY CEDEX -
20/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 11 Août 2016

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom : HENRY JEAN MARC

Qualité : DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 2 Août 2016

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M^{me}

Nom / Prénom : GABRIEL-REGIS Margareth

Qualité : Adjointe au directeur régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Margareth GABRIEL-REGIS
Adjointe au Directeur régional

Paraphes

NGR

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 21/21



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 16- du 2016, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 642 514,00 € plus les intérêts, constitué de 2 lignes de prêts remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 31 logements sociaux (dont 25 LLS et 6 LLTS) lieu-dit « route de Moutte » sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION SIX CENT QUARANTE DEUX MILLE CINQ CENT QUATORZE EUROS (1 642 514,00 €) destiné à la construction de 25 logements sociaux LLS et 6 logements sociaux LLTS au lieu-dit « route de Moutte », sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 16- du 2016 :

Ligne du prêt :	PLAI	PLUS
Montant :	337 037,00 €	1 305 477,00 €
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%. <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%. <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Simple révisabilité » (SR)	« Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.
Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.
La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-57-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 70 % D'UN EMPRUNT D'UN
MONTANT TOTAL DE 1 299 421,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 27
LOGEMENTS SOCIAUX DONT 21 LLS ET 6 LLTS AU LIEU-DIT
« 31 RUE DES GESTRAMS » AUX ANSES D'ARLET**

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 299 421,00 €, pour la construction de 27 logements sociaux, 31 rue des Gestrams, ville des Anses d'Arlet ;

Vu le contrat de prêt n°52547 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de neuf cent neuf mille cinq cent quatre vingt quatorze euros et soixante dix centimes (909 594,70 €) représentant 70% d'un emprunt d'un montant de 1 299 421,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 52547, destiné à la construction de 6 logements LLTS et 21 logements LLS, 31 rue des Gestrams, sur le territoire de la ville des Anses d'Arlet.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

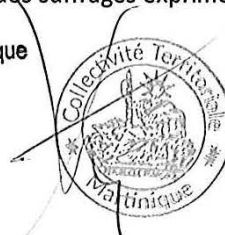
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-57-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr



N° 52547

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM - n° 000261965

Et

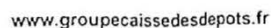
LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Formule 1 PRO058 V1.57.4 page 1/21
Cédant de prêt n° 52547 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - SAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97096 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 21 73 20
dépots@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/21



Entre

DE PREMIÈRE PART,

et :

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

000251965
page 2/21

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARO DIATYTES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - 97068 LARRY CEDEX

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 3495 - 948 MAHAULT BATIMENT A - 97038 JARRY CEDEX
Tél : 05 90 21 18 65 - Télécopie : 05 90 81 73 20

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération GESTRAMS 27, Parc social public, Construction de 27 logements situés 31 rue des Gestrams 97217 ANSES-D'ARLET.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille quatre-cent-vingt-et-un euros (1 299 421,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLA1, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-deux mille neuf-cent-soixante-huit euros (382 968,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-seize mille quatre-cent-cinquante-trois euros (916 453,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC DIACTINES DE LA JALLE - BP 2400 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 93000 PARY CEDEX -
Tél : 01 55 55 55 55 - Télécopie : 01 55 55 55 55

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes

JARRY CEDEX 7
62

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA VALLEE

92 2496 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 92086

TEL : 01 69 20 00 00 - FAX : 01 69 20 00 01

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARO D'ACTIVITES DE LA VILLE

181 00 90 31 10 00 - Télécopie 33 90 31 13 11

- BP 2499 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97096

JARRY CEDEX -

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 21/10/2016 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2496 - SAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 57088 JARRY CEDEX -
Tél. 03 83 13 68 - Télécopie 03 83 13 7222

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Formule 114/0009 V1.57.4, page 9/21
Contrat de prêt n° 42547 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARO D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2406 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97088 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 11 11 - Téléc : 05 90 21 11 11

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5146779	5146778		
Montant de la Ligne du Prêt	382 968 €	916 453 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	SR	SR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 3495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97066 LARRY CEDEX -
Tél. 03 82 21 18 88 - Télécopie 03 82 21 18 00

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

11/21

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes/

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2488 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97050 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 00 10 00 - Télécopie : 05 90 00 10 01

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

- de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
- de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE

Tel : 05 90 21 18 66 - Télécopie : 05 90 21 18 20

BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

JARRY CEDEX

972

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	70,00
Collectivités locales	COMMUNE DES ANSESD'ARLET	30,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Document communiqué en vertu de la loi n° 100-16/21
Document communiqué en vertu de la loi n° 100-16/21

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2195 - BAE MAHAULT BATIMENT 4 - 97006 JARRY CEDEX -
Tél. 0033 01 69 00 16 00 - Tél. 0033 01 69 00 16 01

Paraphes
JARRY CEDEX
16/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2408 - 938 PAULY BATIMENT A - 93000 JARRY CEDEX

Tél : 05 80 21 13 66 - Télécopie : 05 80 21 13 20

17/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphés

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2485 - 54100 MAHAULT BATIMENT 4 - 54086 JARRY CEDEX -
Tél : 03 90 21 18 85 - Télécopie : 03 90 21 70 20 18/21

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2400 - Bâtiment A - 97000 JARRY CEDEX -
Tél. 05 90 21 18 66 - Télécopie 05 90 91 73 20

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

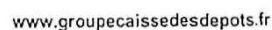
En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Document JOUEUR V1 57.4 page 20/21
Contrat de prêt n° 52547 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA VALLEE - 99 0400 - BÂTE VAHAULT BATIMENT 4 - 97066 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 16 00 - Télécopie : 05 90 21 16 10
20/21

Paraphes



Fait en autant d'originaux que de signataires,

Pour l'Emprunteur,

Nom / Prénom : VERY CHARD fernand

Qualité : PRESIDENT

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Pour la Caisse des Dépôts,

Nom / Prénom : Roxane Hodelot

Qualité: Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

Paraphes



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 16- du 2016 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 70 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 299 421,00 € plus les intérêts, constitué de 2 lignes de prêts remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 27 logements sociaux (dont 21 LLS et 6 LLTS) lieu-dit « rue des Gestrams » sur le territoire de la ville des Anses d'Arlet.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 70 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION DEUX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE QUATRE CENT VINGT ET UN EUROS (1 299 421,00 €) destiné à la construction de 21 logements sociaux LL et 6 logements sociaux LLTS au lieu-dit « rue des Gestrams », sur le territoire de la ville des Anses d'Arlet.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 16- du 2016 :

Ligne du prêt :	PLAI	PLUS
Montant :	382 968,00 €	916 453,00 €
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%. <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%. <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Simple révisabilité » (SR)	« Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-58-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 60 % DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 4 466 507,00 € DESTINÉS À LA CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 20 LLS ET 20 LLTS AU LIEU-DIT « VIVE », LORRAIN

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil notamment son article 2298 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle de quatre emprunts d'un montant total de 4 666 507,00 € pour la construction de 40 logements sociaux au lieu-dit « Vivé », ville du Lorrain ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions sept cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre euros et vingt centimes (2 799 904,20 €) représentant 60 % d'un emprunt d'un montant total de 4 666 507,00 € souscrit par la SEMSAMAR auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de quatre lignes est destiné à financer la construction de 40 logements sociaux au lieu-dit « Vivé », sur le territoire de la ville du Lorrain

ARTICLE 2 : Les caractéristiques financières des prêts sont les suivantes :

Ligne 1

Ligne du prêt : Montant :	PLUS (PRET LOCATIF À USAGE SOCIAL) CONSTRUCTION 2 150 107,00 €
- Durée de la phase de préfinancement : - Durée de la phase d'amortissement :	3 à 24 mois 40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'Intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec Intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0%

Ligne 2

Ligne du prêt : Montant :	PLUS (PRET LOCATIF À USAGE SOCIAL) FONCIER 237 834,00 €
- Durée de la phase de préfinancement : - Durée de la phase d'amortissement :	3 à 24 mois 50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec Intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0%

Ligne 3

Ligne du prêt : Montant :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION) CONSTRUCTION 1 986 400,00 €
- Durée de la phase de préfinancement : - Durée de la phase d'amortissement :	3 à 24 mois 40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec Intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0%

Ligne 4

Ligne du prêt : Montant :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION) FONCIER 292 166,00 €
- Durée de la phase de préfinancement : - Durée de la phase d'amortissement :	3 à 24 mois 50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec Intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0%

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

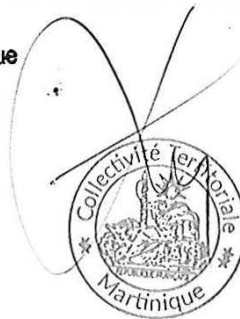
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-58-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) représentée par M.....
dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMSAMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n°-16 du 2016, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % de quatre emprunts d'un montant total en capital de 4 466 507,00 € plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 20 LLS et 20 LLTS à Vivé, sur le territoire de la ville du Lorrain.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE CINQ CENT SEPT EUROS (4 466 507,00 €) destiné au financement de la construction de 40 logements sociaux (dont 20 LLS et 20 LLTS) au lieu-dit « Vivé », sur le territoire de la ville du Lorrain.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° -16 du 2016 :

Ligne du prêt :	PLUS CONSTRUCTION (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS FONCIER (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLAI CONSTRUCTION (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI FONCIER (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)
Montant :	2 150 107,00 €	237 834,00 €	1 986 400,00 €	292 166,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	3 à 24 mois	3 à 24 mois	3 à 24 mois	3 à 24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant. Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède, à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMSAMAR, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-59-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS LES AMANDIERS POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0002061 « RÉALISATION D'UN PROJET D'APPART'HÔTEL »

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 30 juillet 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale du 10 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de cinq cent soixante-quatorze mille sept cent trente et un euros (574 731 €) est attribuée à la SAS LES AMANDIERS pour l'opération MQ0002061 « réalisation d'un projet d'appart'hôtel ». Le coût total éligible de l'opération se monte à deux millions cinq cent dix-neuf mille six cent quarante-quatre euros (2 519 644 € HT).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à soixante-dix mille huit cent deux euros (70 802 €) soit 2,81% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906/633/20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part FEDER, s'élevant à cinq cent trois mille neuf cent vingt-neuf euros (503 929 €) soit 20% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5/052/20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2017
- 50% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17- 59-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

L'Europe
s'engage
en Martinique

PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique

Convention attributive d'une aide européenne FEDER ou FSE

**N° Année - Axe – mes –sous-mes
Dossier N°MQ 000...**

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

27 MARS 2017

Bénéficiaire :
SIRET :
Adresse complète :
Nom et Qualité du signataire :
Intitulé de l'opération :
N° Synergie

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	€uros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	€uros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	PAYEUR REGIONAL
Service :	

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le FEDER Vu le règlement (UE) n° «1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le FSE Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis du *Comité Technique Régional* du « date »,
- Vu la décision du *le Comité de Programmation Stratégique* du « date »
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la **Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**, représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le **bénéficiaire**, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné> et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération >, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses.» son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la «CTM» par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

Nota Bene : En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.

Nota Bene : En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue

Nota Bene : La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)

Nota Bene : La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative

Nota Bene : Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.

Nota Bene : La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <....>

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment **au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve :**

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par la «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement. La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridictionnels.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER et en accord avec la «CTM», un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- *un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;*
- *un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;*
- *un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.*

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle les exigences n'ont pas été satisfaites.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la «CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 28 MARS 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-60-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE DES EAUX DE SOURCE (SOMES) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0005451 « EXTENSION D'UN BÂTIMENT INDUSTRIEL ET ACQUISITION D'UNE LIGNE D'EMBOUTEILLAGE D'EAU DE SOURCE ET D'ÉQUIPEMENT (SOMES) »

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 12 mai 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale du 10 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux millions d'euros (2 000 000 €) est attribuée à la Société Martiniquaise des Eaux de Source (SOMES) pour l'opération MQ0005451 « Extension d'un bâtiment industriel et acquisition d'une ligne d'embouteillage d'eau de source et d'équipements ». Le coût total éligible de l'opération se monte à neuf millions quatre cent cinquante-sept mille neuf cent trente-neuf euros (9 457 939 € H.T.) ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent mille euros (200 000 €) soit 2,11% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906/632/20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention;
- Pour la part FEDER, s'élevant à un million huit cent mille euros (1 800 000 €) soit 19,03% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5/052/20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60% en crédit de paiement 2017
- 40% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique

Convention attributive d'une aide européenne FEDER ou FSE

**N° Année - Axe – mes –sous-mes
Dossier N°MQ 000...**

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

27 MARS 2017

Bénéficiaire :
SIRET :
Adresse complète :
Nom et Qualité du signataire :
Intitulé de l'opération :
N° Synergie

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	Euros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	Euros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	PAYEUR REGIONAL
Service :	

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le FEDER Vu le règlement (UE) n° «1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le FSE Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis du *Comité Technique Régional* du « date »,
- Vu la décision du *le Comité de Programmation Stratégique* du « date »
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la **Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**, représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le **bénéficiaire**, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné> et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération>, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses. » son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la « CTM » par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

Nota Bene : En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.

Nota Bene : En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue

Nota Bene : La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)

Nota Bene : La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative

16

Nota Bene : Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.

Nota Bene : La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <....>

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment *au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve* :

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par la «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement. La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridiques.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER et en accord avec la «CTM», un système extra-comptable par enlèvement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle les exigences n'ont pas été satisfaites.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la « CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



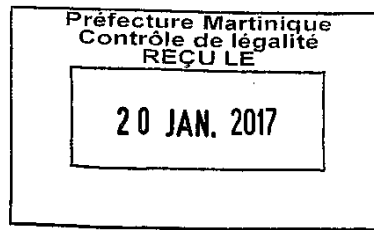
ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française



ARRETE N°2017 - PAM - 4 du 20 JAN. 2017

Portant désignation de Madame Francine CARIUS conseillère à l'Assemblée de Martinique pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration de l'association de gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers de la Martinique (CNAM)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 7227-12 à L. 7227-16 et L.7223-5 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu l'arrêté du 19 août 1996 portant approbation de la convention créant le centre régional associé au Conservatoire national des arts et métiers de la Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

Considérant l'article 10 des statuts de l'association de gestion du Centre National des Arts et Métiers (CNAM) ;

ARRETE

Article 1 : Madame Francine CARIUS, conseillère à l'Assemblée de Martinique, Présidente de la commission formation professionnelle et apprentissage est désignée pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration de l'association de gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers de la Martinique (CNAM).

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





République Française



ARRETE N°2017 - PAM – 2 du 14 FEV. 2017

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la santé publique, notamment son article D.1432-1 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n°2015-1878 du 30 décembre 2015 relatif à la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-11-54 du 19 janvier 2016 de l'Assemblée de Martinique portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter la désignation au sein de cette instance ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile les conseillers suivants :

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Madame Louise TELLE	Madame Sandrine SAINT-AIME
Madame Christiane BAURAS	Monsieur Clément CHARPENTIER-TITY
Monsieur Félix CATHERINE	Madame Michelle BONNAIRE

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

